

Résultats financiers – Exercice 2019

Le 11 mars 2020

NOTES À L'INTENTION DES LECTEURS

RAPPORT DE GESTION POUR LES PÉRIODES DE 13 ET DE 52 SEMAINES CLOSES LE 29 DÉCEMBRE 2019

L'information contenue dans le présent rapport de gestion portant sur la situation financière et les résultats d'exploitation de NFI Group Inc. (« NFI ») se veut un supplément d'information aux états financiers consolidés audités de NFI (y compris les notes annexes) (les « états financiers ») pour la période de 52 semaines close le 29 décembre 2019, et elle devrait être lue parallèlement à ces derniers. Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives, qui sont assujetties à divers facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats envisagés par les déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique « Déclarations prospectives » de l'annexe B. Certains des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements diffèrent des attentes actuelles comprennent, mais sans s'y limiter, les facteurs décrits dans les documents publics de NFI disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS ») et ils sont présentés en dollars américains, soit la monnaie fonctionnelle de NFI, à moins d'indication contraire. À moins d'indication contraire, l'information financière contenue dans le présent rapport de gestion a été préparée conformément aux normes IFRS, et toute mention de « \$ » ou de « dollars » renvoie au dollar américain.

	Période allant du 31 décembre 2018 au 29 décembre 2019 (l'« exercice 2019 »)			Période allant du 1 ^{er} janvier 2018 au 30 décembre 2018 (l'« exercice 2018 »)		
	Date de fin		Nombre de semaines civiles	Date de fin		Nombre de semaines civiles
Premier trimestre	31 mars 2019	(« T1 2019 »)	13	1 ^{er} avril 2018	(« T1 2018 »)	13
Deuxième trimestre	30 juin 2019	(« T2 2019 »)	13	1 ^{er} juillet 2018	(« T2 2018 »)	13
Troisième trimestre	29 septembre 2019	(« T3 2019 »)	13	30 septembre 2018	(« T3 2018 »)	13
Quatrième trimestre	29 décembre 2019	(« T4 2019 »)	13	30 décembre 2018	(« T4 2018 »)	13
Exercice	29 décembre 2019		52	30 décembre 2018		52

Le présent rapport de gestion comprend des définitions et des mesures non conformes aux PCGR, ainsi que des renvois à ces dernières. Se reporter aux rubriques « Significations de certaines expressions » et « Définitions du BAIIA ajusté, du rendement du capital investi, des flux de trésorerie disponibles, du bénéfice net ajusté, du bénéfice par action ajusté et des zones géographiques suivantes : Amérique du Nord, Royaume-Uni et Europe, Asie-Pacifique et Autres » et les autres UE qui figurent à l'annexe B.

Les autobus fabriqués par New Flyer et les autobus à un étage ou à deux étages d'ADL sont classés comme des autobus urbains. ARBOC fabrique des autobus sur châssis de camion, ou à châssis tronqué, ainsi que des autobus intermédiaires destinés au transport en commun, au transport adapté et au service de navette. Collectivement, les autobus urbains, les autobus intermédiaires et les autobus à châssis tronqué sont appelés les « autobus ». Un autocar est un autobus d'une longueur de 35 à 45 pieds pouvant emprunter les autoroutes et qui sert habituellement au transport interurbain et aux déplacements sur de plus longues distances que celles parcourues par des autobus urbains de grande capacité. Un autocar comporte habituellement les caractéristiques suivantes : i) un ou deux essieux à l'arrière (selon le poids du véhicule); ii) un plancher élevé; iii) un compartiment à bagages situé sous le plancher; iv) des sièges à dossier élevé et un intérieur adapté au transport de passagers (souvent dotés d'une toilette et de compartiments à bagage sous le plancher); et v) aucun espace prévu pour des passagers debout. Les « gammes de produits » comprennent les autobus urbains de grande capacité, les autocars, les autocars d'occasion, ainsi que les autobus à châssis tronqué et les autobus intermédiaires. Toutes les données portant sur le nombre d'autobus urbains, d'autobus intermédiaires, d'autobus à châssis tronqué et d'autocars en service et livrés contenues dans le présent rapport de gestion sont calculées en « unités équivalentes », ou en fonction de telles unités. Une unité équivalente (ou « UÉ ») représente une unité de production, soit un autobus urbain de grande capacité de 30, 35, 40 ou 45 pieds, un autobus à deux étages, un autobus intermédiaire, un autobus à châssis tronqué ou un autocar, tandis que un autobus urbain articulé représente deux unités équivalentes. Un autobus urbain articulé est un autobus très long (environ 60 pieds) composé de deux compartiments reliés entre eux par une section articulée, qui permet au véhicule de plier dans les virages tout en ayant un intérieur continu.

Un sommaire des commandes, des livraisons et du carnet de commandes de la Société est présenté à l'annexe C.

Avec prise d'effet le 31 décembre 2018, la Société a adopté IFRS 16, qui précise comment comptabiliser, classer et présenter les contrats de location. Cette norme prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location importants. Au moment de la transition, la Société a choisi d'utiliser les mesures de simplification et politiques suivantes :

- Utiliser l'approche rétrospective modifiée pour adopter la norme; par conséquent, l'information comparative de 2018 n'a pas été retraitée.
- Utiliser la définition d'un contrat de location en vertu de la Norme comptable internationale 17 pour identifier les contrats qui sont ou contiennent des contrats de location.
- Exclure la comptabilisation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative pour les contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins.
- Exclure la comptabilisation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative pour les contrats de location et les actifs de faible valeur et évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation comme étant égal à l'obligation locative, en ajustant les montants connexes payés d'avance ou à payer.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 touche principalement la marge brute, le BAIIA ajusté, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté, ainsi que les montants par action ordinaire (« action ») connexes, le rendement du capital investi et plusieurs autres comptes de bilan de NFI qui sont présentés dans les états financiers et le rapport de gestion.

DES RÉSULTATS À L'APPUI DE NOTRE RÉSILIENCE

Chers actionnaires,

L'exercice 2019 a été une période marquée par des étapes importantes pour NFI, puisque nous avons conclu l'acquisition transformatrice d'Alexander Dennis Limited et avons continué d'assurer notre position de chef de file du marché des autobus à zéro émission. NFI est aujourd'hui l'un des plus importants constructeurs indépendants d'autobus et d'autocars au monde avec des activités dans 10 pays regroupant 9 300 membres partout dans le monde qui soutiennent un parc de plus de 105 000 véhicules en service. Nous nous concentrons uniquement sur la conception, la fabrication, le service après-vente et la réparation d'autobus et d'autocars, ce qui nous procure un avantage concurrentiel par rapport à bon nombre de nos concurrents aux activités plus diversifiées.

Bien que de nombreuses réussites aient marqué 2019, elles ont dans une certaine mesure été contrebalancées par les défis. La combinaison de la courbe d'apprentissage associée au lancement de plusieurs nouveaux modèles d'autobus et d'autocars et de l'accélération graduelle de la production d'une installation de fabrication de pièces au Kentucky a été plus exigeante que prévu initialement, ce qui a entraîné des problèmes opérationnels et une accumulation importante de travaux en cours. Mais une société ne peut se résumer aux résultats d'un seul exercice. La mise en œuvre réussie de notre plan à l'échelle de la Société visant à réduire les stocks liés aux travaux en cours a contribué de façon importante à la réduction du total de notre dette et de notre ratio d'endettement à la fin de l'exercice. Nous avons maintenant surmonté les défis qui nous ont touchés en 2019 et nous concentrons nos efforts sur l'atteinte de résultats en 2020. Nous prévoyons enregistrer une croissance des produits, du BAIIA ajusté, des flux de trésorerie disponibles et du bénéfice par action tout en maintenant une position de chef de file dans tous nos marchés principaux et en offrant à nos clients un portefeuille de solutions de mobilité de plus en plus vaste.

Au début d'une nouvelle décennie, nous envisageons l'avenir avec un optimisme accru qui s'appuie sur nos résultats financiers du quatrième trimestre de 2019; nous avons en effet enregistré des livraisons trimestrielles record de véhicules, ainsi que les produits et le BAIIA ajusté les plus élevés de l'histoire de NFI. La direction et le conseil d'administration sont arrimés et concentrés sur l'obtention de résultats en 2020, tout en veillant à ce que nous soyons à la hauteur pour tous nos intervenants, y compris nos employés, nos clients (et leurs clients), nos actionnaires, nos fournisseurs, nos partenaires communautaires ainsi que pour l'environnement. L'ajout d'ADL à NFI Group étend sa portée et son envergure, en plus de conférer au groupe une expérience internationale importante qui jouera un rôle clé dans notre avenir.

La gouvernance sociale et environnementale a toujours compté parmi les piliers de NFI et elle demeurera une priorité. Enfin, dans une économie mondiale qui évolue rapidement, le conseil d'administration veille à ce que nous ayons en place les plans d'atténuation des risques appropriés pour nous assurer que le NFI Group soit prêt à composer avec les obstacles qui se présentent.



**L'Honorable Brian V. Tobin, C.P.,
OC. Président du conseil
d'administration
NFI Group Inc.**



**Paul Soubry
Président et chef de la direction
NFI Group Inc.**

« Après un exercice difficile en 2019, nous nous concentrons sur l'exécution de notre plan pour 2020 et sur l'obtention de rendements pour les actionnaires grâce à la performance et aux dividendes. »

UNE CHEF DE FILE INDÉPENDANTE EN MATIÈRE DE FABRICATION D'AUTOBUS ET D'AUTOCARS À L'ÉCHELLE MONDIALE

NFI GROUP

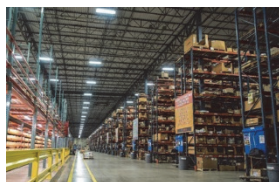


ARBOC




Faits saillants de l'exercice 2019 (\$ US)





Produits
2,9 G\$

5 315
UÉ livrées

BAlIA ajusté
322 M\$

Flux de trésorerie disponibles
160 M\$

Bénéfice net par action ajusté
1,65 \$

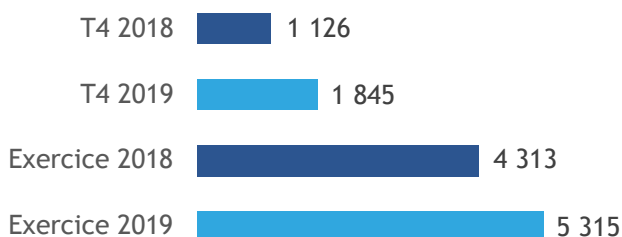
Carnet de commandes à la fin
de l'exercice de 10 742 UÉ
5,2 G\$

105 000
véhicules en service

9 300
membres de l'équipe

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS

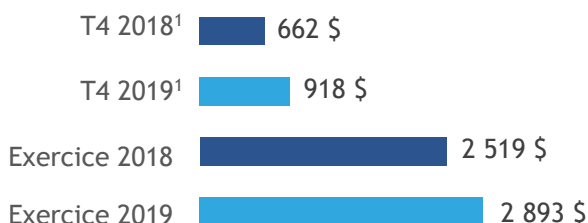
Livraisons (en UÉ)



L'augmentation des livraisons trimestrielles est attribuable à l'acquisition transformatrice d'ADL par NFI et à l'attention que porte la Société à la réduction des travaux en cours. NFI a rapporté des livraisons record au quatrième trimestre de 1 845 UÉ, soit une hausse de 64 % par rapport à 2018. Les trois gammes de produits de NFI ont enregistré une hausse des livraisons trimestrielles.

Pour l'exercice, NFI a livré 5 215 UÉ, soit une augmentation de 23 % attribuable à la vigueur des livraisons du quatrième trimestre.

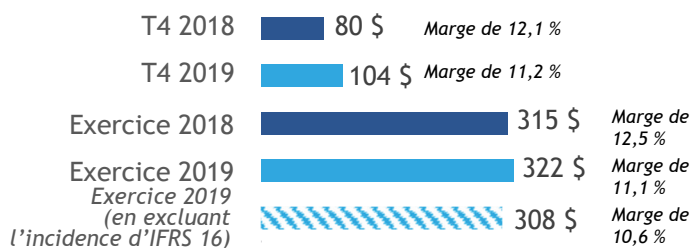
Produits



L'augmentation importante des livraisons a donné lieu à des produits trimestriels et annuels record. Les produits ont augmenté de 39 % au quatrième trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018.

Pour l'ensemble de l'exercice, les produits ont augmenté de 15 % pour atteindre un montant record de 2,9 G\$, en raison de l'acquisition d'ADL et de la vigueur des résultats de NFI au quatrième trimestre.

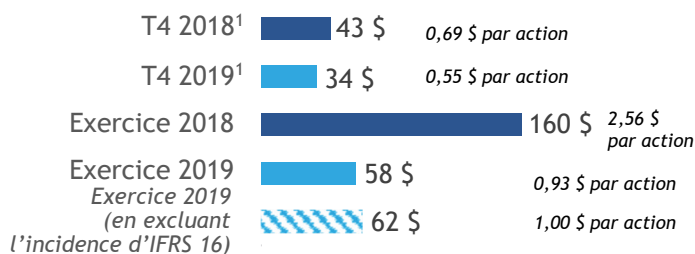
BAlIA ajusté²



Au quatrième trimestre, le BAlIA ajusté a augmenté de 30 %, principalement en raison des livraisons et des produits record, de la composition favorable des ventes au sein du marché des pièces de rechange et de la réduction des charges du siège social découlant de la diminution des primes de rendement, facteurs contrebalancés par l'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation découlant de l'acquisition d'ADL.

Le BAlIA ajusté pour l'ensemble de l'exercice a augmenté de 2 %, les solides résultats du quatrième trimestre ayant été contrebalancés par les difficultés de livraison de KMG au cours des trois premiers trimestres de 2019, les défis liés à la courbe d'apprentissage quant aux nouveaux produits et la pression sur les marges au sein des secteurs des autobus et des autocars. En excluant l'incidence d'IFRS 16, le BAlIA ajusté se serait établi à 308,0 M\$ pour l'exercice 2019.

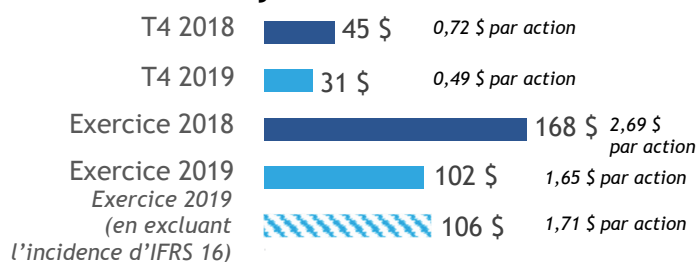
Bénéfice net



Le bénéfice net du quatrième trimestre a diminué de 20 % en raison des ajustements liés à la comptabilisation du prix d'achat, de la hausse des intérêts et de l'impôt.

Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net a diminué en raison des mêmes facteurs que ceux qui ont eu une incidence sur le BAlIA ajusté, plus les coûts d'acquisition liés à ADL, les ajustements liés à la comptabilisation du prix d'achat, les intérêts sur la dette à long terme et les ajustements de la juste valeur des contrats de change et d'intérêts. Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net, excluant l'incidence d'IFRS 16, s'est chiffré à 62 M\$, soit 1,00 \$ par action.

Bénéfice net ajusté²



Au quatrième trimestre, le bénéfice net ajusté a diminué de 31 %. La diminution tient aux mêmes facteurs que ceux qui ont eu une incidence sur le bénéfice net, ainsi qu'à l'ajustement pour tenir compte d'un profit de 4 M\$ sur un swap de taux d'intérêt au quatrième trimestre de 2019, alors qu'un ajustement pour tenir compte d'une perte de 2 M\$ avait été comptabilisé au quatrième trimestre de 2018.

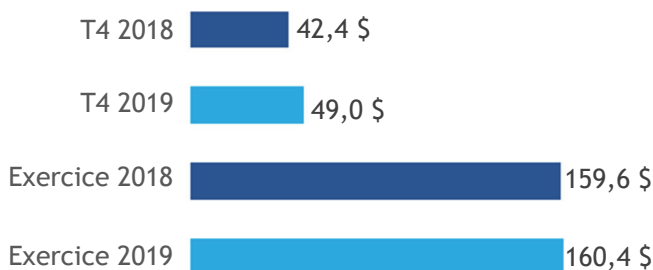
Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net ajusté a diminué de 39 % en raison des mêmes facteurs que ceux qui ont eu une incidence sur le bénéfice net, contrebalancés par des ajustements liés aux coûts et des ajustements de la juste valeur liés à l'achat d'ADL. Un rapprochement complet du bénéfice net ajusté pour le trimestre et l'exercice 2019 est présenté à la page 19. Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net ajusté, en excluant l'incidence d'IFRS 16, s'est chiffré à 106 M\$.

1. Résultats trimestriels non audités

2. Mesure non conforme aux normes IFRS - Se reporter à l'annexe B

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS

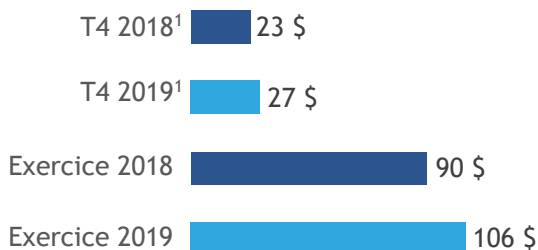
Flux de trésorerie disponibles²



L'augmentation de 16 % des flux de trésorerie disponibles d'un exercice à l'autre au quatrième trimestre tient à la hausse des produits et du BAIIA ajusté et à la diminution des dépenses d'investissement décaissées, facteurs contrebalancés par l'augmentation des intérêts et de l'impôt.

Pour l'exercice complet, les flux de trésorerie disponibles sont demeurés essentiellement stables par rapport à l'exercice 2018, puisque l'augmentation du BAIIA ajusté et la diminution des dépenses d'investissement ont été contrebalancées par l'augmentation de l'impôt et des charges d'intérêts.

Dividendes déclarés (\$ CA)

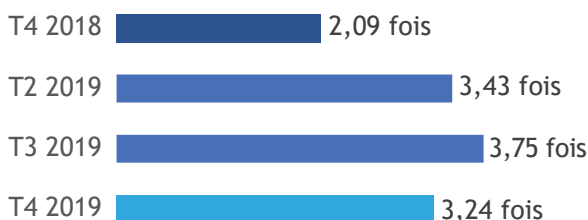


Les dividendes déclarés pour le quatrième trimestre de 2019 ont augmenté de 16 %, le conseil d'administration ayant approuvé une augmentation de 13 % du dividende par action en mars 2019, facteur partiellement contrebalancé par une diminution du nombre d'actions en circulation en raison du rachat d'actions par la Société en vertu de son offre de rachat dans le cours normal des activités au premier trimestre de 2019. Les rachats effectués dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été contrebalancés par l'émission d'actions dans le cadre du produit de la transaction liée à ADL conclue en mai 2019.

Pour l'exercice 2019, les dividendes déclarés ont augmenté de 17 % en raison de la hausse du dividende par action, contrebalancée par la diminution du nombre d'actions en raison de l'utilisation de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités par la Société, qui a été partiellement contrebalancée par la transaction liée à ADL.

Les dividendes déclarés représentent un ratio de distribution de 41 % pour le quatrième trimestre de 2019 et de 50 % pour l'exercice 2019.

Ratio de levier financier total



Le ratio de levier financier total s'est établi à 3,24 fois au quatrième trimestre de 2019, en baisse de 0,51 fois par rapport au troisième trimestre de 2019. La diminution du ratio de levier financier découle principalement des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement en raison de la diminution des stocks de travaux en cours, contrebalancée en partie par le montant du capital remboursé aux actionnaires au moyen de dividendes.

Carnet de commandes (en UÉ)



Le carnet de commandes est demeuré relativement stable entre le quatrième trimestre de 2018 et le quatrième trimestre de 2019, et il a diminué de 852 UÉ par rapport au troisième trimestre de 2019. Au troisième trimestre, le carnet de commandes a été particulièrement élevé en raison des livraisons accélérées effectuées au cours des trois premiers trimestres de l'exercice en raison de l'accumulation de travaux en cours. Le carnet de commandes a diminué au quatrième trimestre, la Société ayant exécuté son plan d'accélération des travaux en cours et effectué des livraisons record.

À la fin du quatrième trimestre de 2019, le carnet de commandes comprenait 4 224 commandes fermes d'UÉ et 6 518 options liées à des commandes d'UÉ.

Rendement du capital investi²



Le rendement du capital investi a diminué de 4 points de pourcentage, l'augmentation globale du BAIIA ajusté découlant de la hausse des livraisons ainsi que la croissance sur le marché des pièces de rechange ayant été contrebalancées par les difficultés en matière de livraison de KMG au cours des trois premiers trimestres de 2019, la courbe d'apprentissage liée aux nouveaux produits, le capital investi relativement à l'acquisition d'ADL, l'augmentation du fonds de roulement en raison de l'augmentation des travaux en cours et les pressions exercées sur la marge dans le secteur des autocars. En outre, le rendement du capital investi a également subi l'incidence des ajustements comptables liés à l'acquisition d'ADL.

1. Résultats trimestriels non audités

2. Mesure non conforme aux normes IFRS - Se reporter à l'annexe B

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2019

Au cours du quatrième trimestre de 2019, la Société s’est concentrée sur la mise en œuvre de son plan de réduction des travaux en cours, tout en continuant de mener à bien les activités d’intégration d’ADL. La direction est heureuse d’annoncer que la quasi-totalité des véhicules excédentaires compris dans les travaux en cours ont été livrés au cours du trimestre et que les activités de livraison pour la période ont également été très vigoureuses en ce qui concerne les autocars privés, les véhicules à plancher surbaissé et les véhicules intermédiaires à châssis tronqué ainsi que pour les véhicules d’ADL.

La Société a continué de verser son dividende trimestriel de 0,425 \$ CA par action (taux annuel de 1,70 \$ CA par action), ce qui a donné lieu à un ratio de distribution de 50 % pour l’exercice 2019. Le conseil d’administration de NFI (le « conseil ») prévoit de maintenir ce taux de dividendes trimestriels, même si ces dividendes ne sont pas assurés. Le conseil considérera d’éventuelles hausses de dividendes, au fur et à mesure que le ratio de levier financier total sera réduit conformément au plan d’acquisition d’ADL.

Les événements importants suivants ont également eu lieu au cours du trimestre :

- Au quatrième trimestre de 2019, tant au Canada qu’aux États-Unis, la réserve d’appels d’offres active a maintenu sa vigueur, avec une augmentation des soumissions de 1 963 UÉ par rapport au quatrième trimestre de 2018 et une hausse de 4 223 de la réserve d’appels d’offres totale, soit des hausses de 72 % et de 18 %, respectivement.
- À la fin de 2019, les marchés canadien et américain des autobus urbains de grande capacité comptaient des livraisons de 6 753 UÉ, soit une hausse de 4 % par rapport à 2018, en fonction de sources du secteur. L’American Bus Association a annoncé des livraisons de 2 053 UÉ sur le marché des autocars en 2019, soit une baisse de 10 % par rapport à 2018. En 2019, la part du marché revenant à New Flyer s’est établie à 41,2 %, ce qui constitue une baisse de 1,6 % par rapport à l’exercice précédent, en raison principalement de l’incidence de difficultés opérationnelles sur les livraisons de New Flyer. La part du marché revenant à MCI s’est chiffrée à 46,1 %, en hausse de 1,2 % par rapport à 2018, grâce à la pénétration accrue de ses nouveaux modèles.
- Selon les données publiées par la Society of Motor Manufacturers and Traders, le principal marché d’ADL, soit celui du secteur du transport en commun au Royaume-Uni, a enregistré des livraisons de 1 728 UÉ, une baisse de 13 % par rapport à 2018. La part de marché revenant à ADL a augmenté pour atteindre 72 %, par rapport à 67 % en 2018. Les autres marchés d’ADL sont demeurés largement stables, le marché de Hong Kong ayant dépassé le sommet de son cycle de livraison.
- MCI a reçu d’importantes commandes à l’égard de ses véhicules de transport en commun au diesel D45 Commuter Rapid Transit Low Entry (« D45 CRT LE ») de la part de clients à Phoenix, en Arizona, et de la région de la Baie de San Francisco, en Californie.
- ADL a maintenu sa bonne relation avec Kowloon Motor Bus Co., un client de Hong Kong, lequel a placé une commande visant 180 nouveaux autobus à deux étages Enviro500.
- NFI a continué d’appliquer sa stratégie visant à être le leader en matière d’autobus à zéro émission et elle s’est taillée en 2019 la plus grande part des livraisons de ce type de véhicules sur les marchés des autobus urbains de grande capacité en Amérique du Nord et au Royaume-Uni. NFI a livré des autobus électriques à batterie d’ADL à Londres et à Glasgow et a pris de nouvelles commandes au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande. New Flyer a livré des autobus à zéro émission à Toronto, Los Angeles, Laval et San Diego. New Flyer a également enregistré de nouvelles commandes à New York (New York) et elle a été choisie par le Department of General Services de la Californie en tant que fournisseur autorisé d’autobus à zéro émission.
- MCI a lancé sa gamme de modèles 2020 en montrant un aperçu de son nouveau véhicule électrique à batterie D45 CRT LE.
- ADL a fait une démonstration de son véhicule autonome Enviro200 à Glasgow à l’occasion du Connected and Autonomous Vehicle Summit.
- NFI a tenu sa journée des investisseurs à Toronto en novembre 2019 afin de présenter aux parties prenantes du marché une mise à jour de ses priorités stratégiques relativement à l’acquisition d’ADL et à la transition mondiale aux autobus à zéro émission, ainsi que des solutions en matière de mobilité.
- NFI et ses filiales ont établi un nouveau record en ce qui concerne les objectifs visés par la campagne Centraide des employés, qui a dépassé de 8 % celui de l’exercice précédent.
- NFI a annoncé la nomination de son nouveau chef des finances, M. Pipasu H. Soni, qui s’est joint à la Société en décembre 2019 et qui succédera à M. Glenn Asham le 27 mars 2020.

1 159
nouvelles commandes
au T4 2019

Ratio d’endettement
réduit de
0,51 fois
pour s’établir à
3,24 fois

263 M\$
Diminution de 32 M\$
des travaux en cours

Ratio
commandes/livraisons
85 %

18 %
Croissance de la
réserve d’appels
d’offres d’un exercice
à l’autre en
Amérique du Nord

LIVRAISONS ET PRODUITS RECORD

Propulsée par l'acquisition transformatrice d'ADL, NFI a présenté des livraisons record de 5 315 UÉ en 2019, ce qui représente une augmentation de 23 % par rapport à la période correspondante de 2018. Au quatrième trimestre de 2019, les livraisons des trois gammes de produits de NFI ont connu une augmentation trimestrielle de 64 % par rapport au quatrième trimestre de 2018.

Se reporter à l'annexe C pour connaître tous les détails relatifs aux commandes, aux livraisons et au carnet de commandes de la Société.

Livraisons (en UÉ)	T4 2019	T4 2018	Variation (en %)	2019	2018	Variation (en %)
Autobus urbains de grande capacité (à un étage et à deux étages)	1 347	679	98 %	3 931	2 781	41 %
Autocar	389	341	14 %	1 036	1 030	- %
Autobus à châssis tronqué et autobus intermédiaires	109	106	3 %	348	502	(31) %
Livraisons de nouveaux véhicules	1 845	1 126	64 %	5 315	4 313	23 %
Ventes d'autocars d'occasion	176	187	(6) %	469	468	-

Produits (résultats trimestriels non audités, résultats de l'ensemble de l'exercice audités, en millions de dollars)	T4 2019	T4 2018	Variation (en %)	2019	2018	Variation (en %)
Autobus urbains de grande capacité (à un étage et à deux étages)	574,9 \$	377,9 \$	52 %	1 847,1 \$	1 502,3 \$	23 %
Autocars	192,0	176,0	9 %	526,5	537,1	(2) %
Autobus à châssis tronqué et autobus intermédiaires	18,2	9,4	94 %	49,8	41,7	19 %
Produits tirés des nouveaux véhicules	785,1 \$	563,3 \$	39 %	2 423,4 \$	2 081,1 \$	16 %
Ventes d'autocars d'occasion	13,7	11,0	25 %	46,0	46,3	- %
Polymère renforcé de fibre de tiers	1,8	2,2	(18) %	6,6	14,5	(54) %
Total - secteur de la fabrication	800,6 \$	576,5 \$	39 %	2 476,0 \$	2 141,9 \$	16 %
Secteur des pièces de rechange	117,1	85,5	37 %	417,4	377,1	11 %
Total des produits	917,7 \$	662,0 \$	39 %	2 893,4 \$	2 519,0 \$	15 %
Amérique du Nord	710,6	662,0	7 %	2 508,2	2 519,0	-
Royaume-Uni et Europe	174,3	-		320,1	-	
Asie-Pacifique	32,0	-		63,7	-	
Autres	0,8	-		1,4	-	

PERFORMANCE DES SECTEURS

BAlIA ajusté (non audité, en millions de dollars)	T4 2019	T4 2018	Variation (en %)	2019	2018	Variation (en %)
Secteur de la fabrication	85,7	72,8	18 %	256,1	276,0	(7) %
Secteur des pièces de rechange	18,4	17,3	6 %	74,6	73,7	1 %
Siège social	(0,3)	(10,3)	97 %	(8,5)	(34,3)	75 %
Total du BAlIA ajusté	103,9 \$	79,9 \$	30 %	322,2 \$	315,4 \$	2 %
BAlIA ajusté en pourcentage des produits						
Secteur de la fabrication	10,7 %	12,6 %	(1,9) %	10,3 %	12,9 %	(2,6) %
Secteur des pièces de rechange	15,7 %	20,2 %	(4,5) %	17,9 %	19,5 %	(1,6) %
Total	11,3 %	12,1 %	(0,8) %	11,1 %	12,5 %	(1,4) %

Bénéfice net (résultats trimestriels non audités, résultats de l'ensemble de l'exercice audités, en millions de dollars)	T4 2019	T4 2018	Variation (en %)	2019	2018	Variation (en %)
Secteur de la fabrication	35,1	47,0	(25) %	86,9	155,2	(44) %
Secteur des pièces de rechange	11,9	15,5	(23) %	60,1	67,0	(10) %
Siège social	(12,9)	(19,7)	34 %	(89,2)	(62,3)	(43) %
Bénéfice net	34,1 \$	42,8 \$	(20) %	57,7 \$	159,9 \$	(64) %

Au quatrième trimestre de 2019, le BAlIA ajusté du secteur de la fabrication a augmenté de 12,9 M\$ en raison de l'augmentation des livraisons trimestrielles dans toutes les gammes de produits et de l'ajout d'ADL. Au quatrième trimestre de 2019, le bénéfice net du secteur de la fabrication a diminué de 25 %, les augmentations du BAlIA ajusté ayant été contrebalancées par l'augmentation de l'amortissement et des coûts liés aux ajustements comptables découlant de l'acquisition d'ADL. Pour l'ensemble de l'exercice 2019, le BAlIA ajusté du secteur de la fabrication a diminué de 19,9 M\$, l'ajout d'ADL et l'augmentation globale des livraisons d'autobus urbains de grande capacité ayant été contrebalancés par l'incidence de KMG, de la courbe d'apprentissage relative au lancement de nouveaux modèles, de la composition des produits, de la pression exercée sur les marges dans le secteur des autocars et de la baisse des livraisons d'autobus à châssis tronqué et d'autobus intermédiaires. Pour l'exercice 2019, le bénéfice net du secteur de la fabrication a diminué de 68,3 M\$, ou 44 %, en raison de la baisse du BAlIA ajusté mentionnée précédemment et de l'augmentation de l'amortissement et des coûts liés aux ajustements comptables découlant de l'acquisition d'ADL.

Au quatrième trimestre de 2019, le BAlIA ajusté du secteur des pièces de rechange a augmenté de 1,1 \$, ou 6 %, les augmentations de volume liées à ADL et l'amélioration des marges découlant de la composition des produits ayant été contrebalancées par l'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation attribuable à l'ajout d'ADL dans le secteur des pièces de rechange. Au quatrième trimestre de 2019, le bénéfice net du secteur des pièces de rechange a diminué de 3,6 M\$, les améliorations du BAlIA ajusté ayant été contrebalancées par l'augmentation de l'amortissement et des charges liées aux ajustements comptables découlant de l'acquisition d'ADL. Pour l'ensemble de l'exercice 2019, le BAlIA ajusté du secteur des pièces de rechange a augmenté de 0,9 M\$, ou 1 %, les augmentations de volume liées à ADL ayant été contrebalancées par l'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation découlant de l'ajout d'ADL. Pour l'ensemble de l'exercice 2019, le bénéfice net du secteur des pièces de rechange a diminué de 6,9 M\$ en raison de l'augmentation de l'amortissement et des dépenses liés aux ajustements comptables découlant de l'acquisition d'ADL.

L'augmentation du BAlIA du secteur Siège social tient aux paiements à court et à long terme dans le cadre du régime incitatif, qui ont diminué de 10,0 M\$, ou 97 %, au quatrième trimestre de 2019 et de 25,8 M\$, ou 75 %, pour l'ensemble de l'exercice.

PERSPECTIVES POUR 2020

La direction demeure optimiste quant aux marchés finaux globaux de la Société. Le transport en commun demeure la principale méthode de transport pour des millions d'utilisateurs, l'âge de la population augmente, et de nombreux territoires mettent en œuvre des stratégies visant à améliorer l'accessibilité au moyen de solutions de mobilité avancées tout en améliorant la qualité de l'air grâce à la migration vers la technologie de propulsion à zéro émission pour les autobus et les autocars. Bien que les perspectives générales de la Société soient positives, la direction s'attend à une intensification de la concurrence ainsi qu'à un ralentissement dans certains secteurs et régions géographiques et elle prévoit que le calendrier de transition aux autobus à zéro émission aura une incidence sur l'attribution des projets, les livraisons et les marges au cours de l'exercice 2020. Les perspectives pour chacun des deux secteurs à présenter de la Société sont présentées ci-dessous. La direction continue de s'attendre à ce que l'acquisition transformatrice d'ADL constitue une plateforme de croissance internationale future, ADL étant le plus important fournisseur d'autobus et d'autocars au Royaume-Uni et le chef de file mondial en matière de véhicules à deux étages, avec une présence établie dans de nombreux territoires.

Comme la gamme de produits et la diversité géographique de la Société sont désormais plus vastes, la direction présente pour la première fois des prévisions annuelles en matière de BAIIA ajusté pour l'exercice 2020 dans une fourchette allant de 320 M\$ à 350 M\$, ce qui pourrait représenter une croissance pouvant atteindre 9 % d'un exercice à l'autre.

Prévisions financières pour l'ensemble de l'exercice 2020

BAIIA ajusté	320 M\$ à 350 M\$
Dépenses d'investissement décaissées	45 M\$ à 55 M\$
Taux d'imposition effectif	31 % à 33 %
Conversion des flux de trésorerie disponibles (en pourcentage du BAIIA ajusté)	45 % à 50 %
Caractère saisonnier	Légère diminution au premier trimestre, croissance aux deuxième, troisième et quatrième trimestres

Le tableau qui précède présente les fourchettes de prévisions pour les principales mesures financières consolidées de l'exercice 2020. Ces fourchettes tiennent compte des perspectives actuelles ainsi que de nos résultats pour l'exercice 2019 et reposent sur les hypothèses présentées ci-dessous. Les prévisions financières ont pour objectif d'aider les investisseurs, les actionnaires et les autres parties à comprendre certaines mesures financières liées aux résultats financiers prévus pour l'exercice 2020 afin d'évaluer la performance de nos activités. Cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. L'information sur nos prévisions, y compris les diverses hypothèses sous-jacentes, est prospective et elle devrait être lue parallèlement à la rubrique « Déclarations prospectives » à l'annexe B, ainsi qu'aux informations connexes sur les diverses hypothèses, facteurs et risques liés à la concurrence économique et à la réglementation qui pourraient faire en sorte que les résultats financiers et d'exploitation futurs réels diffèrent des attentes actuelles de la direction. Veuillez noter que l'incidence potentielle de la COVID-19 (également connue sous le nom de « coronavirus ») n'est pas incluse dans les fourchettes des prévisions présentées ci-dessus. La COVID-19 n'avait pas eu d'incidence significative sur les activités de NFI au 12 mars 2020.

Les fourchettes de prévisions présentées ci-dessus reposent sur de nombreuses hypothèses, notamment les suivantes :

- Elles ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle de la COVID-19.
- Les attentes relatives au BAIIA ajusté sont fondées sur des attentes de la direction correspondant à un pourcentage de croissance se situant autour de 15 %, grâce à un exercice complet d'activités d'ADL, au carnet de commandes existant de la Société et aux nouvelles commandes attendues, ainsi qu'à l'amélioration de la marge engendrée par le passage, pour l'installation de fabrication de pièces KMG de NFI, d'une position de perte à une position de rentabilité puisque la production de nouveaux véhicules n'est plus retardée par des difficultés opérationnelles.
- La partie inférieure de la fourchette du BAIIA ajusté est fondée sur des scénarios selon lesquels la production subit l'incidence négative des courbes d'apprentissage relatives aux nouveaux modèles, des retards imputables aux conditions météorologiques et des perturbations de l'approvisionnement.
- Les dépenses d'investissement décaissées prévues pour l'exercice 2020 sont principalement des dépenses d'entretien, certaines dépenses liées à la croissance étant nécessaires à la suite de périodes d'augmentation des investissements de 2017 à 2019, principalement en raison de projets stratégiques.

PERSPECTIVES POUR 2020

- En ce qui a trait au taux d'imposition effectif, la fourchette de la Société pour l'exercice 2020 est fondée sur la structure organisationnelle, les territoires d'exploitation ainsi que les lois fiscales existantes et proposées; elle exclut l'incidence des ajustements liés à la comptabilisation du prix d'achat d'ADL et d'autres éléments exceptionnels qui pourraient faire augmenter le taux d'imposition effectif prévu. La direction s'attend à ce que le taux d'imposition diminue à mesure que les activités mondiales se refléteront dans les résultats financiers de la Société.
- La conversion des flux de trésorerie disponibles est fondée sur les attentes de la Société en matière de BAIIA ajusté, sur la conversion historique des flux de trésorerie disponibles, sur les dépenses d'investissement décaissées projetées et sur les attentes en matière d'impôt et d'intérêts en trésorerie.

La direction note que le calendrier de livraison annuel de la Société présente un caractère saisonnier important en raison de la nature de chaque secteur de marché unique et des calendriers de production et de vacances annuels variés de chaque installation de production. Même après avoir comptabilisé l'ajout d'ADL, la direction s'attend à ce que le premier trimestre soit la période la moins vigoureuse de la Société, et que les résultats soient possiblement inchangés par rapport à l'exercice précédent, et à ce que l'accroissement des activités se produise aux deuxième, troisième et quatrième trimestres. Certaines livraisons de véhicules peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction du calendrier des inspections par les clients et des processus d'acceptation.

NFI surveille de près l'éclosion du virus de la COVID-19 et, bien que NFI connaisse des retards d'approvisionnement, le virus n'a pas eu d'incidence significative sur les activités de production de NFI et la Société n'a pas eu subi d'incidence défavorable sur la livraison de ses produits. Des retards supplémentaires dans l'approvisionnement et des pénuries possibles de composants critiques pourraient survenir si l'interruption des activités de certains fournisseurs ou de l'approvisionnement en sous-composants en provenance de Chine ou d'ailleurs se poursuit ou s'intensifie. Ces événements ou les répercussions négatives de l'éclosion sur la demande des clients à l'égard de nos produits pourraient avoir une incidence défavorable significative sur les activités de NFI. NFI surveille l'évolution de la situation, évalue activement les solutions de rechange en matière d'approvisionnement et élabore des plans d'atténuation appropriés. Étant donné qu'il est presque impossible de prévoir avec exactitude l'incidence de la COVID-19 sur NFI, la Société n'a inclus aucun ajustement connexe dans les prévisions de 2020 ni dans les autres perspectives contenues dans le rapport de gestion.

À ce jour, la COVID-19 n'a pas entraîné de retards ni de réductions dans les livraisons prévues de véhicules, mais elle pourrait avoir une incidence sur nos clients finaux. Bien que chaque opérateur soit différent, ils se concentrent tous sur le maintien d'une expérience propre et sécuritaire pour leurs clients. Le fait que le virus continue de se propager et que les politiques de prévention s'intensifient pourrait avoir une incidence sur les déplacements des inspecteurs des clients, ce qui pourrait avoir une incidence sur les nouveaux programmes de construction ou de livraison et d'acceptation des autobus et des autocars de NFI. Cette situation pourrait également avoir une incidence sur la baisse de l'achalandage pour les exploitants et ainsi réduire la demande pour les véhicules neufs et d'occasion.

La direction met l'accent sur le désendettement et estime que les résultats financiers combinés de la Société lui permettront de revenir à un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté cible de 2,0 fois à 2,5 fois au cours des 18 prochains mois, sans avoir d'incidence sur la politique de dividendes de la Société, et lui fourniront la souplesse nécessaire pour envisager une croissance potentielle du taux de dividende annuel.

Secteur de la fabrication

La direction s'attend à une croissance dans le secteur de la fabrication de 2020 à 2022 en raison de plusieurs facteurs. La demande en Amérique du Nord devrait demeurer saine, les livraisons pour 2019 ayant augmenté de 4 % par rapport à 2018, en raison du vieillissement des parcs de véhicules, de la conjoncture économique, du financement fédéral dédié aux États-Unis et des plans de remplacement de leur parc de véhicules par les clients, selon ce qui ressort des discussions de la Société avec les organismes de transport en commun et de la réserve d'appels d'offres totale. Bien que la demande globale devrait demeurer saine, la direction s'attend à ce que le nombre de commandes fermes soit réduit, à ce que l'approvisionnement fasse davantage l'objet de contrats publics et à ce que les commandes faisant l'objet d'options à long terme soient moins nombreuses à mesure que les organismes de transport en commun augmenteront leurs achats d'autobus à zéro émission et désireront conserver une certaine souplesse en ce qui concerne le type de propulsion pendant cette transition. Cette conjoncture permettra à NFI de tirer parti de sa polyvalence en matière de propulsion.

PERSPECTIVES POUR 2020

Au Royaume-Uni, le marché devrait demeurer relativement stable en 2020, après une baisse de 13 % en 2019; en effet, le pays offre un potentiel de croissance modeste, les grands exploitants commerciaux et les petits intervenants régionaux augmentant leurs commandes après plusieurs années de faible activité. En plus de cette activité accrue, les défis auxquels fait face l'un des principaux concurrents d'ADL au Royaume-Uni ont fourni à celle-ci de nombreuses occasions d'accroître sa part de marché de premier plan au Royaume-Uni. Ce changement concurrentiel a également permis à ADL de remporter un important contrat en République d'Irlande. Les marchés de l'Asie-Pacifique continuent de varier selon les territoires. La demande sur le marché très cyclique du transport en commun de grande capacité de Hong Kong est redescendue après avoir atteint un sommet, ce qui s'est traduit par des livraisons moindres, quoique stables, une situation qui devrait se poursuivre pendant plusieurs années. ADL continue de croître dans la région de l'Asie-Pacifique, avec la conclusion d'importants contrats à Singapour et une pénétration accrue du marché en Nouvelle-Zélande. La direction s'attend à une croissance accrue à long terme découlant de la reprise du marché au Royaume-Uni et de l'augmentation des livraisons en Europe en raison de la conclusion d'un contrat historique à Berlin, les livraisons importantes sur ce marché commençant en 2021.

La vente d'autobus à zéro émission devrait continuer d'augmenter et devrait représenter un pourcentage plus élevé des livraisons de véhicules de New Flyer et d'ADL. NFI est le seul fabricant en Amérique du Nord à offrir des véhicules électriques à batteries de deux étages de 35, 40, 45 et 60 pieds, ainsi que des véhicules électriques à piles à combustible de 40 et 60 pieds. NFI a conclu des contrats relatifs à des autobus à zéro émission avec certains des plus importants organismes de transport en commun d'Amérique du Nord, et plusieurs de ses véhicules sont en services et permettent d'offrir un mode de transport écologique, sécuritaire et fiable sur la plateforme éprouvée Xcelsior. L'offre de solutions d'infrastructure de NFI devrait également croître, car elle soutient les organismes de transport en commun qui doivent composer avec des exigences en matière d'infrastructures. ADL, par l'intermédiaire de son partenariat avec BYD, est le leader du marché des autobus à zéro émission au Royaume-Uni et elle accroît sa présence en Nouvelle-Zélande. Les autobus à zéro émission ont représenté 7 % du total des livraisons d'ADL pour 2019. MCI poursuit le développement et les essais de ses autocars électriques à batterie et ARBOC a récemment lancé un programme d'électrification pour l'autobus intermédiaire Equest.

Bien que dans l'ensemble, les livraisons d'autocars en Amérique du Nord aient diminué de 10 % en 2019 et qu'elles devraient diminuer de nouveau en 2020, la direction s'attend à ce que la Société continue quand même d'accroître sa part de marché, qui a augmenté de 1,3 % en 2019, grâce à son portefeuille de produits élargi. La direction prévoit que la concurrence exercera une pression accrue sur les marges du marché nord-américain des autocars en 2020 et possiblement en 2021. L'entreprise de fabrication d'autocars d'ADL, Plaxton (qui construit des carrosseries d'autocars sur des châssis de tiers), se consacre principalement au marché britannique, qui est une très petite composante du secteur. MCI et Plaxton surveillent de près les évaluations des autocars d'occasion et elles s'assurent que les produits obtenus par le biais de transactions sont reflétés avec exactitude à leur juste valeur de marché dans le bilan de la Société. La direction est d'avis que la demande globale pour les autobus à plancher surbaissé et les autobus intermédiaires demeure encourageante en raison de l'évolution démographique, ce qui pourrait accroître la demande pour les produits de pointe d'ARBOC sur le marché. La direction ne prévoit aucune interruption de l'approvisionnement lié aux châssis en 2020 pour ses autobus à plancher surbaissé à châssis tronqué. ARBOC met également l'accent sur ses services d'autobus urbains intermédiaires, qui génèrent une marge brute supérieure à celle de ses autobus à plancher surbaissé à châssis tronqué et qui ont été très bien accueillis par de nombreux clients publics et privés.

Secteur des pièces de rechange

NFI Parts continue de mettre l'accent sur de nombreuses initiatives stratégiques visant à contrer les pressions défavorables du marché, la diminution du nombre de pièces installées sur les véhicules de NFI en raison de la mise hors service prévue des autobus NABI et Orion et l'intensification de la concurrence. Ces initiatives comprennent l'importance accrue accordée aux programmes de gestion des stocks par les fournisseurs, une gamme de produits améliorée et la mise en œuvre d'une plateforme de TI commune. En 2020, NFI Parts cherchera à accroître les ventes de pièces de rechange de véhicules ARBOC et d'autobus à châssis tronqué et explorera les occasions de coopération en ce qui concerne le secteur des pièces d'ADL en Amérique du Nord.

Le secteur des pièces d'ADL continue de mettre l'accent sur l'amélioration de sa plateforme de pièces et de services en ligne AD 24, qui offre un soutien après-vente de premier plan aux clients du Royaume-Uni. La direction s'attend à ce que les produits d'ADL sur le marché des pièces de rechange augmentent à mesure qu'ADL élargira sa base installée. En raison de la nature des activités liées aux pièces, les ventes de pièces demeurent difficiles à prévoir, ce qui entraîne une volatilité d'un trimestre à l'autre, laquelle peut parfois être significative.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES ET D'EXPLOITATION TRIMESTRIELLES ET ANNUELLES

Les principales informations financières et d'exploitation consolidées intermédiaires résumées non auditées de la Société sont tirées des états financiers historiques de la Société et devraient être lues en parallèle avec ceux-ci.

Exercice	Trimestres	Produits	Bénéfice d'exploitation	Bénéfice net (perte nette)	BAIIA ajusté ¹	Bénéfice (perte) par action
2019 - résultats réels						
	T4	917 741 \$	69 958 \$	34 127 \$	103 875 \$	0,55 \$
	T3	725 347	25 200	(1 085)	76 868	(0,02)
	T2	683 353	37 000	8 507	81 122	0,14
	T1	566 995	40 906	16 149	60 302	0,26
	Total	2 893 436 \$	173 064 \$	57 698 \$	322 167 \$	0,93 \$
2019 - excluant l'incidence d'IFRS 16						
	T4	917 741 \$	70 023 \$	35 767 \$	99 952 \$	0,57 \$
	T3	725 347	23 766	(985)	72 663	(0,02)
	T2	683 353	36 718	9 687	77 561	0,15
	T1	566 995	40 543	17 540	57 837	0,30
	Total	2 893 436 \$	171 050 \$	62 009 \$	308 013 \$	1,00 \$
2018	T4	662 020 \$	60 570 \$	42 815 \$	79 868 \$	0,69 \$
	T3	605 342	53 469	37 031	70 245	0,59
	T2	673 025	72 063	49 740	91 400	0,81
	T1	578 634	51 753	30 356	73 841	0,48
	Total	2 519 021 \$	237 855 \$	159 942 \$	315 354 \$	2,56 \$
2017	T4	654 560 \$	71 495 \$	76 118 \$	90 488 \$	1,21 \$
	T3	541 721	55 141	34 577	70 998	0,55
	T2	613 430	70 363	42 769	85 090	0,69
	T1	572 147	59 203	37 904	71 450	0,61
	Total	2 381 858 \$	256 202 \$	191 368 \$	318 026 \$	3,06 \$

1. Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure reconnue du bénéfice et il n'a aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que le BAIIA ajusté soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Définitions du BAIIA ajusté, du rendement du capital investi, des flux de trésorerie disponibles, du bénéfice net ajusté et du bénéfice par action ajusté » à l'annexe B. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté et le rendement du capital investi constituent des mesures supplémentaires utiles pour évaluer la performance de NFI.

COMPARAISONS DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2019

(non audité, en milliers de dollars américains)

	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
Données tirées de l'état du résultat net				
Produits				
Amérique du Nord	617 553 \$	576 520 \$	2 142 895 \$	2 141 867 \$
Royaume-Uni et Europe	154 820	—	277 669	—
Asie-Pacifique	28 202	—	55 456	—
Autres	—	—	—	—
Activités du secteur de la fabrication	800 575	576 520	2 476 020	2 141 867
Amérique du Nord	93 053	85 500	365 304	377 154
Royaume-Uni et Europe	19 549	—	42 447	—
Asie-Pacifique	3 775	—	8 247	—
Autres	789	—	1 418	—
Activités du secteur des pièces de rechange	117 166	85 500	417 416	377 154
Total des produits	917 741 \$	662 020 \$	2 893 436 \$	2 519 021 \$
Bénéfice d'exploitation	69 958 \$	60 570 \$	173 064 \$	237 855 \$
Bénéfice avant intérêts et impôt sur le résultat	71 546	61 405	173 050	238 345
Bénéfice net	34 127	42 815	57 698	159 942
BAlIA ajusté ¹	103 875 \$	79 868 \$	322 167 \$	315 354 \$
Données tirées de l'état du résultat net, excluant l'incidence d'IFRS 16				
Bénéfice d'exploitation	70 023 \$	60 570 \$	171 050	237 855
Bénéfice avant intérêts et impôt sur le résultat	71 612 \$	61 405	171 038	238 345
Bénéfice net	35 767	42 815	62 009	159 942
BAlIA ajusté ¹	99 952	79 868	308 013	315 354
Dépenses d'investissement	7 618 \$	20 144 \$	41 757 \$	70 991 \$

(notes figurant aux pages 17 et 18)

RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE NET ET DU BAIIA AJUSTÉ

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est une mesure importante pour évaluer la performance opérationnelle historique de la Société. Cependant, le BAIIA ajusté n'est pas une mesure reconnue du bénéfice en vertu des normes IFRS et il n'a aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que le BAIIA ajusté soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les lecteurs du présent rapport de gestion sont avisés que le BAIIA ajusté ne doit pas être considéré comme un remplacement du bénéfice net ou de la perte nette calculé conformément aux normes IFRS à titre d'indicateur de la performance ou des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société calculés conformément aux normes IFRS à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie. La Société calcule le BAIIA ajusté tel qu'il est décrit à la rubrique « Définitions du BAIIA ajusté, du rendement du capital investi, des flux de trésorerie disponibles, du bénéfice net ajusté et du bénéfice par action ajusté » à l'annexe B. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net ou de la perte nette et du BAIIA ajusté en fonction des états financiers historiques de la Société pour les périodes indiquées. Se reporter à l'annexe A pour un rapprochement du BAIIA ajusté d'ADL et pour obtenir de l'information sur la performance historique d'ADL.

(non audité, en milliers de dollars américains)

	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
Bénéfice net	34 127	42 815	57 698	159 942
Réintégrer ¹				
Impôt sur le résultat	26 118	7 933	41 997	50 711
Charge d'intérêts	11 301	10 657	73 355	27 693
Amortissement	31 134	18 017	104 570	67 796
Perte (profit) à la cession d'immobilisations corporelles	52	(8)	(46)	267
Ajustement de la juste valeur pour tenir compte d'un swap sur rendement total ¹⁰	273	5 629	949	6 547
Perte (profit) de change latent sur les éléments monétaires non courants et les contrats de change à terme	(1 640)	1 311	60	1 381
Coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles ⁷	(616)	—	13 069	137
Coût des services passés ¹¹ et autres charges au titre des régimes de retraite	70	—	(1 601)	6 482
Frais de restructuration non récurrents ⁸	364	—	364	—
Évaluation de la juste valeur des produits différés et des stocks d'une filiale acquise ⁹	2 156	—	31 004	266
Proportion réalisée du swap sur rendement total ⁸	(203)	(4 382)	(626)	(5 139)
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	437	34	1 566	1 409
Économie liée aux transactions en monnaie étrangère ¹³	—	—	(4 287)	—
Charge au titre des taxes de vente de l'exercice précédent ¹⁴	300	—	4 094	—
Reprise de la provision liée à la comptabilisation du prix d'achat ¹²	—	(2 138)	—	(2 138)
BAIIA ajusté ¹	103 875	79 868	322 167	315 354
Le BAIIA ajusté se compose des éléments suivants :				
Secteur de la fabrication	85 715 \$	72 817 \$	256 097 \$	275 970 \$
Secteur des pièces de rechange	18 413	17 339	74 572	73 655
Siège social	(254)	(10 288)	(8 503)	(34 271)

Se reporter aux pages 17 et 18.

SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

La direction utilise les flux de trésorerie disponibles comme mesure non conforme aux normes IFRS pour évaluer la performance opérationnelle et les liquidités de la Société et pour évaluer la capacité de la Société à verser des dividendes sur les actions, à assurer le service de la dette et à respecter les autres obligations de paiement.

Les flux de trésorerie disponibles de la Société proviennent de ses activités d'exploitation, et la direction s'attend à ce que cela continue d'être le cas dans un avenir prévisible. Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation sont largement tributaires des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. La Société utilise sa facilité de crédit renouvelable non garantie pour financer le fonds de roulement et, par conséquent, elle a exclu l'incidence du fonds de roulement du calcul des flux de trésorerie disponibles. De plus, les flux de trésorerie nets générés par les activités d'exploitation et le bénéfice net sont largement tributaires de la volatilité de l'impôt exigible, ce qui entraîne des fluctuations temporaires dans le calcul des flux de trésorerie disponibles.

Le tableau suivant présente un rapprochement des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (une mesure conforme aux normes IFRS) et des flux de trésorerie disponibles (une mesure non conforme aux normes IFRS), selon les états financiers historiques de la Société. Se reporter à la rubrique « Définitions du BAIIA ajusté, du rendement du capital investi, des flux de trésorerie disponibles, du bénéfice net ajusté et du bénéfice par action ajusté » à l'annexe B.

(non audité, en milliers de dollars américains, sauf les données par action)

	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	163 761 \$	67 340 \$	98 608 \$	175 144 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ³	(85 382)	1 992	91 324	34 344
Intérêts payés ³	15 447	6 338	47 676	23 073
Charges d'intérêts ³	(15 631)	(6 273)	(50 546)	(23 546)
Impôt sur le résultat payé ³	7 228	12 154	40 167	73 082
Charge d'impôt exigible ³	(30 842)	(9 495)	(61 339)	(56 263)
Tranche en capital des paiements au titre de contrats de location-financement	(1 400)	(1 547)	(12 456)	(5 125)
Dépenses d'investissement décaissées	(6 968)	(20 144)	(37 575)	(70 991)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	–	10	174	235
Coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles ⁷	(616)	–	13 069	137
Ajustement de la juste valeur des produits différés et des stocks d'une filiale acquise ⁹	2 156	–	31 004	266
Capitalisation des prestations définies ⁴	1 969	608	8 140	22 241
Charge au titre des prestations définies ⁴	(1 322)	(1 755)	(5 849)	(12 333)
Coûts des services passés ¹¹ et autres charges au titre des régimes de retraite	70	–	(1 601)	6 482
Proportion du swap sur rendement total ¹⁰	(203)	(4 382)	(626)	(5 138)
Économie liée aux transactions en monnaie étrangère ¹³	–	–	(4 287)	–
Charge au titre des taxes de vente de l'exercice précédent ¹⁴	300	–	4 094	–
Frais de restructuration non récurrents ⁸	364	–	364	–
Reprise de la provision liée à la comptabilisation du prix d'achat ¹²	–	(2 138)	–	(2 138)
Profit (perte) de change sur la trésorerie détenue en monnaies étrangères ⁵	102	(289)	83	194
Flux de trésorerie disponibles (en \$ US) ¹	49 033 \$	42 419 \$	160 424 \$	159 664 \$
Taux de change par rapport au dollar américain ²	1,3076	1,3638	1,3180	1,3183
Flux de trésorerie disponibles (en \$ CA) ¹	64 116	57 851	211 439	210 485
Flux de trésorerie disponibles par action (en \$ CA) ⁶	1,0269	0,9302	3,4200	3,3733
Dividendes déclarés sur les actions (en \$ CA)	26 561	22 890	105 462	90 343
Dividendes déclarés par action (en \$ CA) ⁶	0,4253 \$	0,3680 \$	1,7062 \$	1,4479 \$

1. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure reconnue en vertu des normes IFRS et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que les flux de trésorerie disponibles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter la rubrique « Définitions du BAIIA ajusté, du rendement du capital investi, des flux de trésorerie disponibles, du bénéfice net ajusté et du bénéfice par action ajusté » à l'annexe B.
2. Le taux de change par rapport au dollar américain (\$ CA par \$ US) correspond au taux de change moyen pondéré applicable aux dividendes déclarés pour la période.

3. Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont exclues du calcul des flux de trésorerie disponibles, car ces fluctuations temporaires sont gérées au moyen de la facilité de crédit, qui sert à financer les besoins généraux de l'entreprise, y compris les besoins du fonds de roulement, sous réserve des restrictions relatives à la capacité d'emprunt. Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie déduction faite des intérêts et de l'impôt sur le résultat payés.
4. L'incidence en trésorerie de l'écart entre la charge au titre des prestations définies et la capitalisation est prise en compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Cette incidence sur la trésorerie est exclue du calcul des flux de trésorerie disponibles, car la direction est d'avis que la charge au titre des prestations définies constitue une mesure plus appropriée, puisque la capitalisation des prestations définies peut être touchée par des paiements spéciaux visant à réduire le passif au titre des régimes de retraite non capitalisés.
5. La perte de change sur la trésorerie détenue en monnaie étrangère est exclue du calcul des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en vertu des normes IFRS. Toutefois, comme il s'agit d'un élément de trésorerie, la direction est d'avis qu'il devrait être inclus dans le calcul des flux de trésorerie disponibles.
6. Les montants par action des flux de trésorerie disponibles (\$ CAD) sont calculés en divisant les flux de trésorerie disponibles par le nombre total de toutes les actions émises et en circulation à l'aide de la moyenne pondérée pour la période. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'établit respectivement à 62 434 520 et à 62 192 409 pour le quatrième trimestre de 2019 et le quatrième trimestre de 2018. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour l'exercice 2019 et l'exercice 2018 se chiffre respectivement à 61 809 479 et à 62 396 962. Les dividendes déclarés par action (\$ CAD) sont calculés en divisant le montant des dividendes déclarés par le nombre d'actions en circulation à la date de clôture de la période respective.
7. Normalisé pour exclure les charges non récurrentes relatives aux coûts d'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles.
8. Normalisé pour exclure les frais de restructuration non récurrents.
9. La réévaluation des stocks d'ARBOC comprend un ajustement de 0,5 M\$, dont une tranche de 0,3 M\$ a eu une incidence défavorable sur le bénéfice net du cumul annuel de 2018. La réévaluation des stocks d'ADL comprend un ajustement de 2,2 M\$ au quatrième trimestre de 2019 et de 31,0 M\$ à l'exercice 2019. Ces ajustements de réévaluation ont trait à la comptabilisation du prix d'achat découlant des acquisitions connexes.
10. Une tranche de l'ajustement de la juste valeur du swap sur rendement total est ajoutée aux flux de trésorerie disponibles pour égaler la tranche équivalente de la charge de rémunération différée connexe comptabilisée.
11. Une nouvelle convention collective est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018 à l'installation de la Société située à Winnipeg. Cette convention comprend des modifications rétroactives au régime de retraite à prestations définies canadien de New Flyer. Les modifications apportées au régime de retraite ont eu pour effet d'augmenter de 6,5 M\$ le passif au titre des prestations constituées et la charge annuelle prévue au titre des régimes de retraite au cours de l'exercice 2018 afin de refléter les prestations de retraite versées aux employés pour services passés. Au deuxième trimestre de 2018, la Société a effectué une évaluation actuarielle, ce qui a donné lieu à un ajustement de 0,7 M\$ au titre des coûts des services passés.
12. Au cours du quatrième trimestre de 2018, la Société a déterminé que les provisions liées à la comptabilisation du prix d'achat inscrites au cours de l'acquisition de MCI n'étaient plus nécessaires. Elles ont donc été reprises, ce qui a donné lieu à une augmentation du bénéfice net. Les montants repris ont été exclus du calcul des flux de trésorerie disponibles.
13. Le recouvrement des frais bancaires de la période précédente relativement aux transactions en monnaie étrangère.
14. Provision au titre des taxes de vente constituée en raison d'un examen de l'impôt étatique en cours.

RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE NET ET DU BÉNÉFICE NET AJUSTÉ

Le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté ne sont pas des mesures définies et n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les lecteurs du présent rapport de gestion sont avisés que le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté ne doivent pas être considérés en remplacement du bénéfice net ou du bénéfice net par action calculés conformément aux normes IFRS à titre d'indicateurs de la performance de la Société. La Société calcule le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté tels qu'ils sont décrits à la rubrique « Définitions du BAIIA ajusté, du rendement du capital investi, des flux de trésorerie disponibles, du bénéfice net ajusté et du bénéfice par action ajusté » à l'annexe B. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté en fonction des états financiers historiques de la Société pour les périodes indiquées.

(non audité, en milliers de dollars américains, sauf le bénéfice par action et le bénéfice par action ajusté)

	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
Bénéfice net	34 127 \$	42 815	57 698 \$	159 942 \$
Bénéfice net, compte non tenu d'IFRS 16	35 767 \$	42 815	62 009	159 942
Ajustements, déduction faite de l'impôt ^{1, 10}				
Ajustements de la juste valeur pour tenir compte du swap sur rendement total ⁷	145	4 274	549	4 971
(Profit) perte de change latent	(981)	995	35	1 049
(Profit) perte latent sur le swap de taux d'intérêt	(3 115)	1 682	12 721	630
Tranche réalisée du swap sur rendement total ⁸	(109)	(3 325)	(362)	(3 900)
Coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles ⁴	(616)	—	13 069	104
Ajustement de la juste valeur des produits différés et des stocks d'une filiale acquise ⁶	707	—	17 943	202
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	231	26	906	1 070
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	32	(6)	(27)	203
Coûts des services passés ⁹ et autres charges au titre des régimes de retraite	71	—	(927)	4 922
Reprise de la provision liée à la comptabilisation du prix d'achat ¹¹	—	(1 623)	—	(1 623)
Économie liée aux transactions en monnaie étrangère ¹²	80	—	(2 481)	—
Charge au titre des taxes de vente de l'exercice précédent ¹³	102	—	2 369	—
Frais de restructuration non récurrents ⁵	211	—	211	—
Bénéfice net ajusté	30 885	44 838	101 704	167 570
Bénéfice net ajusté, compte non tenu d'IFRS 16	32 525 \$	44 838 \$	106 015 \$	167 570 \$
Bénéfice par action (de base)	0,55 \$	0,69 \$	0,93 \$	2,56 \$
Bénéfice par action (après dilution)	0,55 \$	0,68 \$	0,93 \$	2,55 \$
Bénéfice par action ajusté (de base)	0,49 \$	0,72 \$	1,65 \$	2,69 \$
Bénéfice par action ajusté (après dilution)	0,49 \$	0,72 \$	1,64 \$	2,67 \$
Bénéfice par action et bénéfice par action ajusté, compte non tenu d'IFRS 16				
Bénéfice par action (de base)	0,57 \$	0,69 \$	1,00 \$	2,56 \$
Bénéfice par action (après dilution)	0,57 \$	0,68 \$	1,00 \$	2,55 \$
Bénéfice par action ajusté (de base)	0,52 \$	0,72 \$	1,71 \$	2,69 \$
Bénéfice par action ajusté (après dilution)	0,52 \$	0,72 \$	1,71 \$	2,67 \$

1. Les éléments réintégré sont tirés des états financiers historiques de la Société.
2. Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure reconnue du bénéfice et n'a aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Le BAIIA ajusté pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Définitions du BAIIA ajusté, du rendement du capital investi, des flux de trésorerie disponibles, du bénéfice net ajusté et du bénéfice par action ajusté » à l'annexe B. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure supplémentaire utile pour évaluer la performance de la Société.
3. Compte tenu de la structure organisationnelle multinationale de la Société, l'impôt sur le résultat payé est assujéti à une grande volatilité en raison de la composition géographique des bénéfices dans les divers territoires et du calendrier des versements d'acomptes provisionnels requis.
4. Normalisé pour exclure les charges non récurrentes relatives aux coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles.

5. Normalisé pour exclure les frais de restructuration non récurrents.
6. La réévaluation des stocks d'ADL tenait compte d'un ajustement de 2,2 M\$, ou (0,5) M\$ après impôt, au quatrième trimestre de 2019, et d'un ajustement de 31,0 M\$, ou 16,7 M\$ après impôt, à l'exercice 2019. La réévaluation des stocks d'ARBOC tenait compte d'un ajustement de 0,3 M\$, ou 0,2 M\$ après impôt, au deuxième trimestre de 2018. Ces ajustements de réévaluation sont liés à la comptabilisation du prix d'achat découlant des acquisitions connexes.
7. L'ajustement de la juste valeur du swap sur rendement total constitue un profit sans effet sur la trésorerie qui est déduit dans le calcul du BAIIA ajusté.
8. Une tranche du profit sur l'ajustement de la juste valeur du swap sur rendement total a été ajoutée au BAIIA ajusté pour égaler la tranche équivalente de la charge de rémunération différée connexe comptabilisée.
9. Une nouvelle convention collective est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2018 à l'installation de la Société située à Winnipeg. Cette convention comprend des modifications rétroactives au régime de retraite à prestations définies canadien de New Flyer. Les modifications apportées au régime de retraite ont eu pour effet d'augmenter de 6,5 M\$ le passif au titre des prestations constituées et la charge annuelle prévue au titre des régimes de retraite pour l'exercice 2018 afin de refléter les prestations de retraite versées aux employés pour services passés. Au deuxième trimestre de 2018, la Société a effectué une évaluation actuarielle, ce qui a donné lieu à un ajustement de 0,7 M\$ au titre des coûts des services passés.
10. Le taux d'imposition effectif prévu et normalisé pour tenir compte de l'acquisition d'ADL de chaque trimestre est utilisé pour calculer les ajustements respectifs, déduction faite de l'impôt.
11. Au cours du quatrième trimestre de 2018, la Société a déterminé que les provisions liées à la comptabilisation du prix d'achat inscrites au cours de l'acquisition de MCI n'étaient plus nécessaires. Elles ont donc été reprises, ce qui a donné lieu à une augmentation du bénéfice net. Les montants repris ont été exclus du calcul des flux de trésorerie disponibles.
12. Le recouvrement des frais bancaires de la période précédente relativement aux transactions en monnaie étrangère.
13. Provision au titre des taxes de vente constituée en raison d'un examen de l'impôt étatique en cours.

Résultats d'exploitation

L'analyse qui suit porte sur les produits, les charges et les coûts d'exploitation ainsi que le bénéfice d'exploitation de chacun des secteurs, soit le secteur de la fabrication et le secteur des pièces de rechange.

(résultats non audités du quatrième trimestre, en milliers de dollars américains)	T4 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)		Exercice 2019		Exercice 2018	
	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)	Exercice 2018	Exercice 2018
Produits tirés du secteur de la fabrication	800 575	576 520	2 476 020	2 476 020	2 141 867	
Produits tirés du secteur des pièces de rechange	117 166	85 500	417 416	417 416	377 154	
Total des produits	917 741	662 020	\$ 2 893 436	\$ 2 893 436	\$ 2 519 021	\$
Bénéfice d'exploitation	69 958 \$	60 570 \$	173 064 \$	171 050 \$	237 855 \$	
Bénéfice avant intérêts et impôt	71 546	61 405	173 050	171 038	238 345	
Bénéfice avant charge d'impôt sur le résultat	60 245	50 748	99 695	97 683	210 653	
Bénéfice net pour la période	34 127	42 815	57 698	62 009	159 942	

Produits

Pour le quatrième trimestre de 2019, les produits tirés du secteur de la fabrication ont augmenté de 224,1 M\$, ou 38,9 %, par rapport au quatrième trimestre de 2018. L'augmentation est liée à l'acquisition d'ADL, ainsi qu'à la hausse des volumes au sein des activités liées aux autocars. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des prix de vente au sein des activités liées aux autobus urbains et aux autocars de la Société avant l'acquisition d'ADL (les « anciennes activités de fabrication »).

Pour l'exercice 2019, les produits tirés du secteur de la fabrication ont augmenté de 334,2 M\$, ou 15,6 %, par rapport à l'exercice 2018. L'augmentation est liée à l'acquisition d'ADL, facteur contrebalancé en partie par la baisse des volumes de 7,4 % au sein des anciennes activités de fabrication de la Société.

Au cours de l'exercice, la Société a fait face à des défis en matière de production et de livraison en raison du lancement de nouveaux produits, de l'interruption de l'approvisionnement en châssis par ARBOC, du lent démarrage de KMG, des problèmes d'approvisionnement externe à l'international et de l'arrêt de la production pendant certains jours en raison des intempéries. Tous ces facteurs ont fait en sorte que des occasions de production et de livraison ont été manquées. Une partie importante des livraisons qui n'ont pas été effectuées avant le quatrième trimestre de 2019 ont eu lieu au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui a contribué à la robustesse des produits pour le trimestre.

Pour le quatrième trimestre de 2019, les produits tirés du secteur des pièces de rechange ont augmenté de 31,7 M\$, ou 37,0 %, par rapport au quatrième trimestre de 2018. Cette augmentation est liée à l'acquisition d'ADL, ainsi qu'à la hausse des volumes de ventes au sein des anciennes activités liées au marché des pièces de rechange (soit les activités liées au marché des pièces de rechange avant l'acquisition d'ADL).

Pour l'exercice 2019, les produits tirés du secteur des pièces de rechange ont augmenté de 40,3 M\$, ou 10,7 %, par rapport à l'exercice 2018. L'acquisition d'ADL a contribué aux produits de l'exercice 2019, contrebalancée en partie par la baisse des volumes de vente au sein des anciennes activités liées au marché des pièces de rechange en raison des pressions concurrentielles sur le marché privé des autocars. En 2018, Daimler a annulé la convention de droits de distribution de MCI relativement à la distribution des autocars et des pièces Setra de Daimler. Pour l'exercice 2019, l'annulation de la convention de droits de distribution a donné lieu à une diminution de 4,0 M\$ des produits tirés de la vente de pièces sur le marché des pièces de rechange par rapport à l'exercice 2018.

Coût des ventes

(non audité, en milliers de dollars américains)

	T4 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)		T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)	Exercice 2018
	T4 2019		T4 2018			
Secteur de la fabrication						
Coût des ventes direct	602 508 \$	602 508 \$	423 229 \$	1 868 917 \$	1 868 917 \$	1 569 543 \$
Amortissements	28 531	25 188	16 087	94 246	84 669	60 509
Autres coûts indirects	67 157	70 093	44 097	221 317	231 419	164 509
Coût des ventes du secteur de la fabrication	698 196 \$	697 789 \$	483 413 \$	2 184 480 \$	2 185 005 \$	1 794 561 \$
En pourcentage des ventes du secteur de la fabrication	87,2 %	87,2 %	83,9 %	88,2 %	88,2 %	83,8 %
Secteur des pièces de rechange						
Coût des ventes direct	78 965 \$	78 965 \$	58 410 \$	285 151 \$	285 151 \$	262 965 \$
Amortissements	2 603	1 956	1 931	10 323	7 760	7 287
Coût des ventes du secteur des pièces de rechange	81 568 \$	80 921 \$	60 341 \$	295 474 \$	292 911 \$	270 252 \$
En pourcentage des ventes du secteur des pièces de rechange	69,6 %	69,1 %	70,6 %	70,8 %	70,2 %	71,7 %
Total du coût des ventes	779 764 \$	778 710 \$	543 754 \$	2 479 954 \$	2 477 916 \$	2 064 813 \$
En pourcentage des ventes	85,0 %	84,9 %	82,1 %	85,7 %	85,6 %	82,0 %

Pour le quatrième trimestre de 2019, le coût des ventes consolidé, compte non tenu d'IFRS 16, a augmenté de 235,0 M\$, ou 43,2 %, par rapport au quatrième trimestre de 2018.

Pour le quatrième trimestre de 2019, le coût des ventes du secteur de la fabrication, compte non tenu d'IFRS 16, s'est élevé à 697,8 M\$ (87,2 % des produits tirés du secteur de la fabrication), en hausse de 214,4 M\$, ou 44,4 %, comparativement à 483,4 M\$ (83,9 % des produits tirés du secteur de la fabrication) au quatrième trimestre de 2018. Le coût des ventes exprimé en pourcentage des produits a augmenté en raison de la baisse des marges liées aux activités d'ADL. En outre, les frais de démarrage continus et les inefficiences connexes liés à l'installation de fabrication de pièces de KMG ont contribué à la hausse du coût des ventes exprimé en pourcentage des produits.

Pour l'exercice 2019, le coût des ventes du secteur de la fabrication, compte non tenu d'IFRS 16, s'est élevé à 2 184,5 M\$ (88,2 % des produits tirés du secteur de la fabrication), en hausse de 390,4 M\$, ou 21,8 %, comparativement à 1 794,6 M\$ (83,8 % des produits tirés du secteur de la fabrication) à l'exercice 2018. Le coût des ventes exprimé en pourcentage des produits a augmenté pour les mêmes raisons que celles qui ont été évoquées pour expliquer les résultats du quatrième trimestre de 2019.

Les ajustements de la juste valeur comptabilisés au titre des activités du secteur de la fabrication dans l'état du résultat net et du résultat global se sont élevés à 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 et à 31,0 M\$ pour l'exercice 2019. Les ajustements sont liés à la comptabilisation du prix d'achat découlant de l'acquisition d'ADL. Aux termes de cette comptabilisation, les stocks sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, à mesure qu'ils sont vendus, l'ajustement à la hausse est désactualisé pour être porté au débit du coût des ventes à titre de charge.

Pour le quatrième trimestre de 2019, le coût des ventes du secteur des pièces de rechange, compte non tenu d'IFRS 16, s'est élevé à 80,9 M\$ (69,1 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange), en hausse de 20,6 M\$, comparativement à 60,3 M\$ (70,6 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange) au quatrième trimestre de 2018.

Pour l'exercice 2019, le coût des ventes du secteur des pièces de rechange, compte non tenu d'IFRS 16, s'est élevé à 292,9 M\$ (70,2 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange), en hausse de 22,6 M\$, comparativement à 270,3 M\$ (71,7 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange) à l'exercice 2018. L'écart est conforme à l'augmentation des produits.

Les ajustements de la juste valeur comptabilisés au titre des activités du secteur des pièces de rechange dans l'état du résultat net et du résultat global se sont élevés à 0,8 M\$ pour l'exercice 2019. Les ajustements sont liés à la comptabilisation du prix d'achat découlant de l'acquisition d'ADL. Aux termes de cette comptabilisation, les stocks sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, à mesure qu'ils sont vendus, l'ajustement à la hausse est désactualisé pour être porté au débit du coût des ventes à titre de charge.

Marges brutes

(non audité, en millions de dollars américains)	T4 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)			Exercice 2019	Exercice 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)	
	T4 2019	T4 2018	T4 2018		Exercice 2019	Exercice 2018
Secteur de la fabrication	102 378	93 107	102 785	291 541	291 016	347 307
Secteur des pièces de rechange	35 600	25 158	36 247	121 943	124 507	106 901
Total des marges brutes	137 978 \$	118 265 \$	139 032 \$	413 484 \$	415 523 \$	454 208 \$
En pourcentage des ventes						
Secteur de la fabrication	12,8 %	16,1 %	12,8 %	11,8 %	11,8 %	16,2 %
Secteur des pièces de rechange	30,4 %	29,4 %	30,9 %	29,2 %	29,8 %	28,3 %
	15,0 %	17,9 %	15,1 %	14,3 %	14,4 %	18,0 %

Pour le quatrième trimestre de 2019, la marge brute du secteur de la fabrication, compte non tenu d'IFRS 16, s'est établie à 102,8 M\$ (12,8 % des produits), en hausse de 9,7 M\$, ou 10,4 %, par rapport à 93,1 M\$ (16,1 % des produits) pour le quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, la marge brute du secteur de la fabrication, compte non tenu d'IFRS 16, s'est établie à 291,0 M\$ (11,8 % des produits), en baisse de 55,6 M\$, ou 16,2 %, par rapport à 347,3 M\$ (16,2 % des produits) pour l'exercice 2018.

La marge brute du secteur de la fabrication comprend une charge de 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 et une charge de 31,0 M\$ pour l'exercice 2019 en ce qui a trait à la désactualisation des ajustements de la juste valeur comptabilisés dans le cadre de l'évaluation des actifs acquis. La diminution de la marge brute est aussi attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition d'ADL de 5,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 et de 14,4 M\$ pour l'exercice 2019. Ces facteurs ont donné lieu à une diminution de la marge brute exprimée en pourcentage des produits de 0,9 % pour le quatrième trimestre de 2019 et de 1,8 % pour l'exercice 2019.

En plus de la désactualisation des ajustements de la juste valeur, les inefficiences temporaires au chapitre de la production au sein des activités liées aux autobus urbains et aux autocars constituent le principal facteur lié à la diminution de la marge brute exprimée en pourcentage des produits pour le quatrième trimestre de 2019 et l'exercice 2019. Ces inefficiences sont attribuables aux courbes d'apprentissage liées à la production de nouveaux produits, aux coûts de démarrage liés à l'installation de fabrication de pièces de KMG et à la hausse des coûts de remise en état.

La marge brute du secteur des pièces de rechange pour le quatrième trimestre de 2019, compte non tenu d'IFRS 16, s'est élevée à 36,2 M\$ (30,9 % des produits), en hausse de 11,0 M\$, ou 44,1 %, par rapport à la marge brute de 25,2 M\$ (29,4 % des produits) pour le quatrième trimestre de 2018. L'augmentation de la marge brute exprimée en pourcentage des produits est principalement attribuable à la composition favorable des ventes.

La marge brute du secteur des pièces de rechange pour l'exercice 2019, compte non tenu d'IFRS 16, s'est élevée à 124,5 M\$ (29,8 % des produits) en hausse de 17,6 M\$, ou 16,5 %, par rapport à la marge brute de 106,9 M\$ (28,3 % des produits) pour l'exercice 2018. L'augmentation de la marge brute exprimée en pourcentage des produits est principalement attribuable à la composition favorable des ventes.

La désactualisation des ajustements de la juste valeur liés à l'évaluation des actifs acquis a eu une incidence défavorable de 0,8 M\$ sur la marge brute du secteur des pièces de rechange pour l'exercice 2019, ce qui a donné lieu à une diminution de la marge brute exprimée en pourcentage des produits de 0,2 % pour l'exercice 2019.

Frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation

(non audité, en milliers de dollars américains)	T4 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)			Exercice 2019	Exercice 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)	
	T4 2019	T4 2018	T4 2018		Exercice 2019	Exercice 2018
Frais de vente	7 052 \$	4 808 \$	7 052 \$	23 739 \$	23 739 \$	18 056 \$
Frais généraux et administratifs	62 055	50 030	63 043	205 270	209 321	186 285
Autres charges	(528)	499	(528)	12 445	12 446	6 219
Total des frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation	68 579 \$	55 337 \$	69 567 \$	241 454 \$	245 506 \$	210 560 \$

Les frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation consolidés pour le quatrième trimestre de 2019, compte non tenu d'IFRS 16, se sont élevés à 69,6 M\$ (7,6 % des produits consolidés), en hausse de 14,3 M\$, ou 25,7 %, comparativement à 55,3 M\$ (8,4 % des produits consolidés) pour le quatrième trimestre de 2018. L'augmentation est surtout liée à l'acquisition d'ADL.

Les frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation consolidés pour l'exercice 2019, compte non tenu d'IFRS 16, se sont élevés à 245,5 M\$ (8,5 % des produits consolidés), en hausse de 34,9 M\$, ou 16,6 %, comparativement à 210,6 M\$ (8,4 % des produits consolidés) pour l'exercice 2018, principalement en raison de charges liées à l'acquisition de 13,0 M\$ et à des frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation additionnels, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des charges liées aux régimes incitatifs.

Pertelprofit de change réalisé

Au cours du quatrième trimestre de 2019, la Société a comptabilisé un profit de change réalisé de 0,6 M\$, comparativement à une perte de 2,4 M\$ au quatrième trimestre de 2018. Au cours de l'exercice 2019, la Société a comptabilisé un profit de change réalisé de 1,0 M\$, comparativement à une perte de 5,8 M\$ à l'exercice 2018.

La Société a recours à des contrats de change à terme pour acheter diverses devises dans lesquelles elle exerce ses activités, soit le dollar américain, le dollar canadien et la livre sterling. La réalisation de profits tient essentiellement à l'achat de ces devises au moyen de contrats de change à terme assortis de taux à terme favorables par rapport aux cours au comptant au moment du règlement.

Bénéfice d'exploitation

Au quatrième trimestre de 2019, le bénéfice d'exploitation consolidé, compte non tenu d'IFRS 16, s'est chiffré à 70,0 M\$ (7,6 % des produits consolidés), en hausse de 9,4 M\$, ou 15,6 %, comparativement à 60,6 M\$ (9,1 % des produits consolidés) au quatrième trimestre de 2018.

Au quatrième trimestre de 2019, le bénéfice d'exploitation du secteur de la fabrication s'est chiffré à 56,5 M\$ (7,1 % des produits tirés du secteur de la fabrication), en hausse de 0,2 M\$, ou 0,3 %, comparativement à 56,3 M\$ (9,8 % des produits tirés du secteur de la fabrication) au quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, le bénéfice d'exploitation du secteur de la fabrication s'est chiffré à 112,7 M\$ (4,6 % des produits tirés du secteur de la fabrication), en baisse de 90,6 M\$, ou 44,6 %, comparativement à 203,3 M\$ (9,5 % des produits tirés du secteur de la fabrication) pour l'exercice 2018. La diminution du bénéfice d'exploitation exprimée en pourcentage des produits est principalement attribuable aux inefficiences au chapitre de la production et aux ajustements de la juste valeur décrits à la rubrique « Coût des ventes » ci-dessus.

Au quatrième trimestre de 2019, le bénéfice d'exploitation du secteur des pièces de rechange s'est chiffré à 15,5 M\$ (13,3 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange), en hausse de 0,1 M\$, ou 0,9 %, comparativement à 15,4 M\$ (18,0 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange). Pour l'exercice 2019, le bénéfice d'exploitation du secteur des pièces de rechange s'est chiffré à 64,0 M\$ (15,3 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange), en baisse de 2,3 M\$, ou 3,5 %, comparativement à 66,3 M\$ (17,6 % des produits tirés du secteur des pièces de rechange). La diminution du bénéfice d'exploitation exprimée en pourcentage des produits est liée aux ajustements de la juste valeur décrits à la rubrique « Coût des ventes » ci-dessus.

Profit/perte de change latent

La Société a comptabilisé un (profit) une perte de change net latent composé des éléments suivants :

(non audité, en milliers de dollars américains)

	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
(Profit) perte latent sur les contrats de change à terme	(1 475) \$	2 342 \$	(1 797) \$	2 974 \$
(Profit) perte latent sur les autres actifs/passifs monétaires à long terme	(165)	(1 031)	1 857	(1 593)
	(1 640) \$	1 311 \$	60 \$	1 381 \$

Au 29 décembre 2019, la Société avait conclu des contrats de change à terme d'un montant de 216,4 M\$ afin d'acheter des devises dans lesquelles la Société exerce ses activités (des dollars américains, des dollars canadiens ou des livres sterling). Le passif connexe de 3,7 M\$ (30 décembre 2018 : 1,5 M\$) est comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière audités à titre de passif au titre des instruments financiers dérivés courants, et la variation correspondante de la juste valeur des contrats de change à terme est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

Bénéfice avant intérêts et impôt (le « BAII »)

Pour le quatrième trimestre de 2019, la Société a comptabilisé un BAII de 71,5 M\$, comparativement à un BAII de 61,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, la Société a comptabilisé un BAII de 173,1 M\$, comparativement à un BAII de 238,3 M\$ pour l'exercice 2018. Le BAII a subi l'incidence des éléments non récurrents et sans effet sur la trésorerie qui suivent :

(non audité, en milliers de dollars américains)

	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
Charges non récurrentes et sans effet sur la trésorerie :				
Coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles	(616) \$	— \$	13 069 \$	137 \$
(Profit) perte de change latent	(1 640)	1 311	60	1 381
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	437	34	1 566	1 409
Perte (profit) à la cession d'immobilisations corporelles	52	(8)	(46)	267
Ajustement de la juste valeur des produits différés et des stocks d'une filiale acquise	2 156	—	31 004	266
Ajustement de la juste valeur pour tenir compte du swap sur rendement total	273	5 629	949	6 547
Coûts des services passés	—	—	—	6 482
Économie liée aux transactions en monnaie étrangère	—	—	(4 287)	—
Charge au titre des taxes de vente de l'exercice précédent	300	—	4 094	—
Amortissement	31 135	18 017	104 570	67 796
Total des charges non récurrentes et sans effet sur la trésorerie :	32 097 \$	24 983 \$	150 979 \$	84 285 \$

Charges d'intérêts et charges financières

Les charges d'intérêts et financières pour le quatrième trimestre de 2019 se sont élevées à 11,3 M\$, en hausse de 0,6 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2018.

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des intérêts sur la dette à long terme de 5,8 M\$. La hausse des intérêts découle de l'augmentation du prélèvement moyen sur la facilité de crédit aux fins de l'acquisition d'ADL et du financement de la hausse du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie, qui devrait être ramené à un niveau normal à mesure que les niveaux des travaux en cours seront réduits. Les intérêts liés aux contrats de location inscrits à l'actif en vertu d'IFRS 16 et de la hausse des autres frais bancaires ont également contribué à cette hausse, et l'ensemble de ces facteurs ont été contrebalancés par un profit de 4,5 M\$ sur le swap de taux d'intérêt au quatrième trimestre de 2019.

Les charges d'intérêts et financières pour l'exercice 2019 se sont élevées à 73,4 M\$, en hausse de 45,7 M\$ par rapport à l'exercice 2018. L'augmentation est principalement attribuable à une perte de 22,0 M\$ sur le swap de taux d'intérêt pour l'exercice 2019, comparativement à une perte de 0,8 M\$ pour l'exercice 2018. Une tranche de 18,6 M\$ de l'augmentation des intérêts sur la dette à long terme est attribuable à la hausse du prélèvement moyen sur la facilité de crédit, et la tranche restante est attribuable aux intérêts liés aux contrats de location inscrits à l'actif en vertu d'IFRS 16 et à la hausse des autres frais bancaires.

Les pertes sur le swap de taux d'intérêt ont trait aux activités de gestion des risques entreprises par la direction afin de réduire l'incertitude relative à son coût d'emprunt. Le swap de taux d'intérêt conclu fixe le taux d'intérêt que la Société paiera sur une tranche de 600 M\$ de sa dette à long terme à un taux de 2,27 % majoré d'une marge applicable. La méthode comptable appliquée par la Société consiste à ne pas désigner ces types d'instruments comme des couvertures comptables. Par conséquent, les hausses des taux d'intérêt donneront lieu à des profits liés à la valeur de marché, tandis que les baisses des taux d'intérêt se traduiront par des pertes liées à la valeur de marché.

Bénéfice avant impôt

Pour le quatrième trimestre de 2019, le bénéfice avant impôt s'est établi à 60,2 M\$, en hausse de 9,5 M\$ par rapport au bénéfice avant impôt de 50,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, le bénéfice avant impôt s'est établi à 99,7 M\$, en baisse de 111,0 M\$ par rapport au bénéfice avant impôt de 210,7 M\$ pour l'exercice 2018. Les principaux facteurs à l'origine de la variation du bénéfice avant impôt sont décrits aux rubriques « Bénéfice d'exploitation », « BAII » et « Charges d'intérêts et charges financières » ci-dessus.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le quatrième trimestre de 2019, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 26,1 M\$, comparativement à 7,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Le taux d'imposition effectif pour le quatrième trimestre de 2019 s'est établi à 43,4 % et, pour le quatrième trimestre de 2018, à 15,6 %. L'augmentation du total de la charge d'impôt sur le résultat et du taux d'imposition effectif est principalement attribuable à la comptabilisation d'un impôt anti-abus contre l'érosion de la base d'imposition ainsi qu'à une révision des estimations fiscales de l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2019, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 42,0 M\$, comparativement à 50,7 M\$ pour l'exercice 2018. Le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2019 s'est établi à 42,1 % et, pour l'exercice 2018, à 24,1 %. La diminution du total de la charge d'impôt est attribuable à la baisse du bénéfice avant impôt, partiellement contrebalancée par l'impôt anti-abus contre l'érosion de la base d'imposition et par la révision des estimations fiscales de l'exercice précédent. La hausse du taux d'imposition effectif est principalement attribuable à l'incidence du faible bénéfice avant impôt découlant des ajustements liés à la comptabilisation de l'acquisition d'ADL dont il est question à la rubrique portant sur la marge brute, ainsi qu'à la révision des estimations fiscales de l'exercice précédent. Compte non tenu de ces deux éléments, le taux d'imposition effectif s'élèverait à 30,3 %.

Bénéfice net

Pour le quatrième trimestre de 2019, le bénéfice net de la Société s'est chiffré à 34,1 M\$, en baisse de 20,3 %, comparativement à un bénéfice net de 42,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018. Pour l'exercice 2019, le bénéfice net de la Société s'est chiffré à 57,7 M\$, en baisse de 63,9 %, comparativement à un bénéfice net de 160,0 M\$ pour l'exercice 2018. La diminution du bénéfice net est attribuable aux coûts liés à l'acquisition d'ADL, aux ajustements liés à la comptabilisation du prix d'achat, aux intérêts sur la dette à long terme et aux ajustements de la juste valeur des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Bénéfice net (non audité, en millions de dollars américains)	T4 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)			Exercice 2019	Exercice 2019 (compte non tenu d'IFRS 16)	
	T4 2019	T4 2018	T4 2018		Exercice 2019	Exercice 2018
Bénéfice d'exploitation	70,0 \$	60,6 \$	70,0 \$	173,1 \$	171,1 \$	237,9 \$
Profit (perte) sans effet sur la trésorerie	1,5	0,8	1,5	—	—	0,5
Charge d'intérêts	(11,3)	(10,7)	(9,6)	(73,4)	(67,4)	(27,7)
Charge d'impôt sur le résultat	(26,1)	(7,9)	(26,1)	(42,0)	(41,7)	(50,7)
Bénéfice net	34,1 \$	42,8 \$	35,8 \$	57,7 \$	62,0 \$	160,0 \$
Bénéfice net par action (de base)	0,55 \$	0,69 \$	0,57 \$	0,93 \$	1,00 \$	2,56 \$
Bénéfice net par action (après dilution)	0,55 \$	0,68 \$	0,57 \$	0,93 \$	1,00 \$	2,55 \$

Pour le quatrième trimestre de 2019 et l'exercice 2019, le bénéfice net par action de la Société, compte non tenu d'IFRS 16, s'est chiffré à 0,57 \$ et à 1,00 \$, respectivement, en baisse par rapport au bénéfice net par action de 0,69 \$ et de 2,56 \$ pour le quatrième trimestre de 2018 et l'exercice 2018, respectivement. Pour le quatrième trimestre de 2019, la diminution du bénéfice net et, par le fait même, du bénéfice par action, est attribuable aux facteurs évoqués à la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion, contrebalancés en partie par la diminution du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente un sommaire des flux de trésorerie de la Société :

(résultats trimestriels non audités, en milliers de dollars américains)	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, les intérêts versés et l'impôt sur le résultat payé	101 054 \$	87 823 \$	277 775 \$	305 643 \$
Intérêts versés	(15 447)	(6 338)	(47 676)	(23 073)
Impôt sur le résultat payé	(7 228)	(12 154)	(40 167)	(73 082)
Bénéfice net en trésorerie	78 379	69 331	189 932	209 488
Flux de trésorerie affectés à la variation du fonds de roulement	70 891	(1 991)	(91 324)	(34 344)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	149 270	67 340	98 608	175 144
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(145 175)	(37 700)	298 011	(83 774)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(6 979)	(20 166)	(379 289)	(70 806)

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 149,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, et elles comprennent principalement un bénéfice net en trésorerie de 101,1 M\$ et des entrées de trésorerie de 70,9 M\$ liées aux variations du fonds de roulement. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 67,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018, et elles comprennent un bénéfice net en trésorerie de 69,3 M\$, partiellement contrebalancé par la trésorerie affectée au fonds de roulement de 2,0 M\$.

Les entrées nettes de trésorerie liées à l'exploitation se sont élevées à 98,6 M\$ pour l'exercice 2019, et elles comprennent des sorties de trésorerie de 91,3 M\$ liées aux variations du fonds de roulement, partiellement contrebalancées par le bénéfice net en trésorerie de 189,9 M\$. La direction s'attend à ce que le fonds de roulement continue de diminuer au cours du prochain exercice, car il est principalement lié aux livraisons différées et aux difficultés temporaires au chapitre de la production. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 175,1 M\$ pour l'exercice 2018, et elles comprennent un bénéfice net en trésorerie de 209,5 M\$ et une diminution de la trésorerie affectée au fonds de roulement de 34,3 M\$.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les sorties de trésorerie se sont élevées à 145,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019, et elles sont principalement liées au remboursement de la dette et aux versements de dividendes aux actionnaires. Les entrées de trésorerie se sont élevées à 298,0 M\$ pour l'exercice 2019, et elles se rapportent au produit de l'émission de titres d'emprunt liée à l'acquisition d'ADL, aux actions émises dans le cadre de l'acquisition d'ADL, au financement de soldes du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie plus élevés et aux versements de dividendes aux actionnaires.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

(résultats trimestriels non audités, en milliers de dollars américains)	T4 2019	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2018
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(11) \$	(32) \$	(38)	(50) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	10	174	235
Flux de trésorerie nets affectés aux acquisitions	—	—	(327 360)	—
Dépôt à long terme soumis à restrictions	—	—	(14 490)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 968)	(20 144)	(37 575)	(70 991)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(6 979) \$	(20 166) \$	(379 289) \$	(70 806) \$

Au cours du quatrième trimestre de 2019, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont diminué par rapport au quatrième trimestre de 2018, principalement en raison de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice 2019, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté par rapport à l'exercice 2018, principalement en raison de l'acquisition d'ADL, contrebalancée en partie par la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Risque de taux d'intérêt

Le 20 janvier 2016, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 482 000 \$ conçu pour couvrir son exposition au taux d'intérêt variable lié à la facilité de crédit à terme de 482 000 \$ en vertu de la cinquième convention de crédit antérieure modifiée et mise à jour de la Société. Le swap de taux d'intérêt fixe le taux d'intérêt à 1,154 % majoré d'une marge applicable. Le 13 février 2019, la Société a intégré le profit latent découlant du swap existant à un swap de taux d'intérêt nominal de 600 000 \$ conçu pour couvrir l'exposition au taux variable lié à sa facilité de crédit existante. Le swap de taux d'intérêt fixe le taux d'intérêt à 2,27 % majoré d'une marge applicable jusqu'en octobre 2023.

Au 29 décembre 2019, la juste valeur du passif au titre du swap de taux d'intérêt de 15,4 M\$ (2018 : un actif de 6,6 M\$) a été comptabilisée dans les états consolidés de la situation financière audités à titre de passif lié aux instruments financiers dérivés, et la variation de la juste valeur a été comptabilisée à titre de charges financières pour la période présentée. Les pertes latentes comptabilisées au titre de l'instrument sont attribuables à des réductions de taux d'intérêt après la conclusion de la transaction.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société au risque de crédit et à des concentrations de risque de crédit comprennent principalement la trésorerie, les débiteurs et les dérivés. La direction a évalué que le risque de crédit lié aux débiteurs est atténué par la proportion importante de contreparties qui sont des autorités de transport en commun bien établies. De plus, le gouvernement fédéral des États-Unis finance une partie importante des paiements des clients du secteur public américain, soit jusqu'à 80 % du coût en capital des nouveaux autobus urbains, des autocars ou des autobus à châssis tronqué, tandis que les 20 % restants proviennent de sources étatiques et municipales. Quelques clients du secteur public américain obtiennent la totalité de leur financement de sources étatiques et municipales. L'exposition maximale au risque de crédit lié aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. Par le passé, la Société a enregistré des créances irrécouvrables négligeables, du fait que sa clientèle se compose principalement de municipalités et d'autres autorités de transport en commun locales.

L'achat de nouveaux autocars, autobus urbains ou autobus à châssis tronqué par les exploitants de parcs de véhicules privés est financé à même les budgets d'investissement des exploitants au moyen de leurs propres flux de trésorerie. Une grande partie des exploitants de parcs de véhicules privés choisissent de faire appel à des organismes de prêts pour financer de nouveaux achats d'autocars. Dans certains cas, MCI participe au montage

de ce financement et fournit parfois du financement par l'intermédiaire de son programme de pertes nettes définitives. La Société a enregistré des créances irrécouvrables négligeables auprès de ses clients de ventes privées, la plupart des transactions nécessitant un paiement à la livraison.

La valeur comptable des débiteurs est diminuée par le biais d'un compte de correction de valeur, et le montant de la perte est comptabilisé au poste « Frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation » de l'état des résultats. Si le solde d'un débiteur est considéré comme irrécouvrable, il est radié par imputation au compte de correction de valeur pour créances douteuses. Tout recouvrement ultérieur des montants précédemment radiés est porté au crédit des frais de vente, généraux et administratifs et autres charges d'exploitation des états consolidés du résultat net et du résultat global audités.

Le tableau suivant présente la chronologie des débiteurs de la Société et la correction de valeur pour créances douteuses connexe :

	<u>29 décembre 2019</u>	<u>30 décembre 2018</u>
Courant, y compris les retenues	482 476 \$	358 729 \$
<u>Montants en souffrance, mais non dépréciés</u>		
De 1 jour à 60 jours	37 413	24 153
Plus de 60 jours	6 800	4 830
Moins : correction de valeur pour créances douteuses	<u>(284)</u>	<u>(226)</u>
Total des débiteurs, montant net	<u>526 405 \$</u>	<u>387 486 \$</u>

Les contreparties aux dérivés de la Société sont des banques à charte canadiennes et des institutions financières internationales. La Société pourrait être exposée à une perte en cas d'inexécution de la part de la contrepartie. Toutefois, les notations de crédit et la concentration du risque des institutions financières font l'objet d'un suivi régulier.

Engagements et obligations contractuelles

Le tableau suivant présente l'analyse des échéances indiquant les flux de trésorerie non actualisés des passifs au titre des prestations constituées de la Société au 29 décembre 2019 :

En milliers de dollars américains	Total	2020	2021	2022	2023	2024	Après 2024
Contrats de location	211 101	23 271	21 886	19 666	16 539	12 489	117 250
Passif au titre des prestations constituées	3 936	3 936	—	—	—	—	—
	<u>215 037 \$</u>	<u>27 207 \$</u>	<u>21 886 \$</u>	<u>19 666 \$</u>	<u>16 539 \$</u>	<u>12 489 \$</u>	<u>117 250 \$</u>

Au 29 décembre 2019, les cautionnements en cours garantis par la Société s'élevaient à 384,5 M\$, ce qui représente une diminution comparativement à 394,4 M\$ au 30 décembre 2018. Les échéances estimatives des cautionnements en cours au 29 décembre 2019 s'échelonnent de janvier 2020 à décembre 2026. La direction est d'avis que des facilités adéquates existent pour répondre aux exigences prévues en matière de cautionnement.

La Société n'a pas comptabilisé de passif en vertu de ces garanties, car la direction est d'avis qu'il n'existe aucun cas de défaillance significatif en vertu des contrats applicables conclus avec des clients.

Aux termes de la facilité de crédit, la Société a conclu une lettre de crédit de 100,0 M\$. Au 29 décembre 2019, des lettres de crédit d'un montant de 12,8 M\$ (30 décembre 2018 : 13,8 M\$) demeuraient en cours à titre de garantie à l'égard des obligations contractuelles de la Société en vertu de la facilité de crédit.

La Société dispose d'une facilité de crédit bilatérale additionnelle de 63,6 M\$. Au 29 décembre 2019, des lettres de crédit totalisant 23,8 M\$ étaient en cours en vertu de la facilité de crédit bilatérale. De plus, des lettres de crédit d'un montant de 14,5 M\$ qui ne sont pas liées à la facilité de crédit et à la facilité de crédit bilatérale sont en cours.

La Société ne comptait aucun arrangement hors bilan ou engagement en capital significatif au 29 décembre 2019.

Régime d'options sur actions

Le 21 mars 2013, le conseil de NFI a adopté un régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») (modifié et mis à jour le 8 décembre 2015 et le 31 décembre 2018), en vertu duquel les employés de NFI et de certaines de ses sociétés liées peuvent se voir attribuer des options sur actions. Les administrateurs qui ne sont pas des employés de NFI ne sont pas admissibles au régime d'options sur actions. Le nombre maximal d'actions réservées à des fins d'émission en vertu du régime d'options sur actions est de 3 600 000. Les droits sur les options deviennent acquis à raison de un quart à la date du premier anniversaire de l'attribution et de un quart additionnel à chacun des deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'attribution.

Date d'attribution des options	Nombre	Exercées	Expirées	Droits acquis	Droits non acquis	Date d'expiration	Prix d'exercice	Juste valeur à la date d'attribution
26 mars 2013	490 356	(483 030)	–	(7 326)	–	26 mars 2021	10,20 \$ CA	1,55 \$ CA
30 décembre 2013	612 050	(573 668)	(9 631)	(28 751)	–	30 décembre 2021	10,57 \$ CA	1,44 \$ CA
28 décembre 2014	499 984	(243 587)	(11 368)	(245 029)	–	28 décembre 2022	13,45 \$ CA	1,83 \$ CA
28 décembre 2015	221 888	(19 532)	–	(146 884)	55 472	28 décembre 2023	26,75 \$ CA	4,21 \$ CA
8 septembre 2016	2 171	–	–	(1 629)	542	8 septembre 2024	42,83 \$ CA	8,06 \$ CA
3 janvier 2017	151 419	(1 610)	(1 615)	(73 299)	74 895	3 janvier 2025	40,84 \$ CA	7,74 \$ CA
2 janvier 2018	152 883	–	(1 882)	(37 754)	113 247	2 janvier 2026	54,00 \$ CA	9,53 \$ CA
2 janvier 2019	284 674	–	(3 431)	–	281 243	2 janvier 2027	33,43 \$ CA	5,01 \$ CA
15 juillet 2019	2 835	–	–	–	2 835	15 juillet 2027	35,98 \$ CA	4,90 \$ CA
	2 418 260	(1 321 427)	(27 927)	(540 672)	528 234		30,77 \$ CA	

Le tableau suivant présente un rapprochement des options sur actions en cours :

	Exercice 2019		Exercice 2018	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	946 306	27,02 \$ CA	979 333	19,94 \$ CA
Attribuées au cours de la période	287 559	33,46 \$ CA	152 833	54,00 \$ CA
Expirées au cours de la période	(6 928)	40,75 \$ CA	–	– \$ CA
Exercées au cours de la période	(158 031)	12,77 \$ CA	(185 860)	11,91 \$ CA
Solde à la fin de la période	1 068 906	30,77 \$ CA	946 306	27,02 \$ CA

Régime d'unités d'actions restreintes pour les administrateurs non salariés

En vertu du régime d'unités d'actions restreintes de la Société à l'intention des administrateurs non salariés, un nombre maximal de 500 000 actions sont réservées à des fins d'émission à l'intention des administrateurs non salariés. Au quatrième trimestre de 2019, la Société a émis des unités d'actions restreintes d'un montant d'environ 145 000 \$ à l'intention des administrateurs (les « unités d'actions restreintes à l'intention des administrateurs »). De celles-ci, des unités d'actions restreintes à l'intention des administrateurs d'une tranche d'environ 94 000 \$ ont été exercées et échangées contre 4 434 actions.

Politique de répartition du capital

La Société a établi une politique de répartition du capital fondée sur un modèle d'exploitation qui vise à fournir des flux de trésorerie stables et prévisibles et à maintenir un bilan solide. Cette politique prévoit des lignes directrices qui sont examinées chaque trimestre par le conseil et qui visent à maintenir la souplesse financière, les investissements dans les activités et le remboursement de capital aux actionnaires.

Maintenir la souplesse financière

La Société prévoit utiliser prudemment son levier financier pour gérer le risque de liquidité. Le risque de liquidité découle des obligations financières de la Société et de la gestion de ses actifs, de ses passifs et de la structure de son capital. Ce risque est géré par une évaluation régulière des ressources financières liquides devant servir à financer les obligations à court et à long terme et à respecter les engagements en capital de la Société de façon rentable.

Les principaux facteurs qui ont une incidence sur les liquidités comprennent la composition des ventes, les niveaux de production, les coûts de production décaissés, les besoins en fonds de roulement, les exigences en matière de dépenses d'investissement, les remboursements prévus des obligations au titre de la dette à long terme, les exigences en matière de capitalisation des régimes de retraite de la Société, l'impôt sur le résultat, la capacité de crédit, les conditions futures des marchés des titres d'emprunt et de capitaux propres et le rachat de titres de capitaux propres dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

Les besoins en liquidités de la Société sont satisfaits grâce à diverses sources, dont les fonds en caisse, la trésorerie générée par les activités d'exploitation, les facilités de crédit, les contrats de location ainsi que les marchés des titres d'emprunt et de capitaux propres.

Conformément à la politique de répartition du capital, la direction a l'intention de maintenir un niveau d'endettement se situant entre 2 fois et 2,5 fois le BAIIA ajusté, compte non tenu d'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »). Toutefois, la Société a augmenté son levier financier au-delà de cette fourchette afin de financer des acquisitions rentables qui lui permettent de réduire son levier financier par le biais du résultat net, et elle pourrait l'augmenter de nouveau dans l'avenir.

Certaines clauses restrictives financières doivent être respectées aux termes de la facilité de crédit. Ces clauses restrictives financières portent sur le ratio de couverture des intérêts et le ratio de levier financier total. Le ratio de levier financier total maximal en vertu de la facilité de crédit est de 3,75, et passe à 4,25 pendant un an à la suite d'une acquisition significative. L'acquisition d'ADL, le 28 mai 2019, constitue une acquisition significative. Les modalités de la facilité de crédit permettent d'atténuer l'incidence des changements de méthodes comptables, y compris IFRS 16. Au 29 décembre 2019, les ratios de la Société respectaient les clauses restrictives.

	29 décembre 2019	30 décembre 2018
Ratio de levier financier total (ne doit pas dépasser 4,25 pendant 1 an à la suite d'une acquisition significative)	3,24	2,09
Ratio de couverture des intérêts (doit être supérieur à 3,00)	7,73	13,39

Investissement dans les activités

La Société prévoit investir dans les activités actuelles en vue d'une croissance future et elle continuera d'investir dans des activités de fabrication allégées afin d'améliorer la qualité et la rentabilité. De plus, des acquisitions d'entreprises seront envisagées afin d'accroître et de diversifier davantage les activités et de contribuer à la compétitivité et à la stabilité à long terme de la Société. Les décisions de placement sont fondées sur plusieurs critères, notamment l'investissement requis pour maintenir ou améliorer les activités; l'amélioration de la rentabilité par l'intégration verticale d'entreprises d'approvisionnement essentielles et l'internalisation du sous-assemblage; et les acquisitions dans les marchés actuels ou adjacents qui sont considérées comme ayant un effet relatif pour nos activités.

Remboursement de capital aux actionnaires

La Société a l'intention d'élaborer une politique en matière de dividendes sur actions qui cadre avec la performance financière de la Société et le désir de conserver certains flux de trésorerie afin de répondre aux besoins continus des activités et d'offrir la souplesse financière nécessaire pour poursuivre la diversification des produits et saisir des occasions de croissance.

Pour l'exercice 2019, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont chiffrés à 211,4 M\$ CA, tandis que les dividendes déclarés se sont élevés à 105,5 M\$ CA pour cette période. Pour l'exercice 2018, les flux de trésorerie disponibles se sont chiffrés à 210,5 M\$ CA, tandis que les dividendes déclarés se sont élevés à 90,3 M\$ CA pour cette période. Par conséquent, le ratio de distribution s'est établi à 49,9 % en 2019, comparativement à 42,9 % en 2018.

En raison des attentes continues à l'égard de la génération solide de flux de trésorerie disponibles et de la baisse prévue des dépenses d'investissement au cours de l'exercice 2019, le 13 mars 2019, le conseil a approuvé une hausse annuelle du taux de dividende, qui est passé de 1,50 \$ CA par action pour l'exercice précédent à 1,70 \$ CA par action, laquelle entre en vigueur pour les dividendes déclarés après le 13 mars 2019. Il s'agit d'une augmentation annuelle du taux de dividende de 13,3 %, et le conseil et la direction sont d'avis que ce taux de dividende peut être maintenu. Le conseil prévoit maintenir ce taux de dividendes sur une base trimestrielle, même si ces distributions ne sont pas garanties.

Le 11 juin 2018, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto (la « TSX ») avait accepté un avis déposé par la Société indiquant son intention de racheter ses actions en vertu de sa précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités (la « précédente offre ») au moyen d'opérations réalisées par l'intermédiaire de la TSX ou d'un autre système de négociation canadien sur lequel les actions sont négociées. Le 17 janvier 2019, la Société a modifié la précédente offre. En vertu de la précédente offre modifiée, la Société a été autorisée à racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 5 549 465 actions, soit environ 10 % du flottant des actions en circulation le 4 juin 2018. La Société était autorisée à racheter des actions à compter du 14 juin 2018 jusqu'au 13 juin 2019, ou avant, si elle avait effectué ses rachats avant cette date. La précédente offre a expiré le 13 juin 2019.

Le 12 juin 2019, la Société a annoncé que la TSX avait accepté un avis déposé par la Société indiquant son intention de présenter une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour remplacer la précédente offre afin de racheter ses actions au moyen d'opérations réalisées par l'intermédiaire de la TSX ou d'un autre système de négociation canadien sur lequel les actions sont négociées. La Société est autorisée à racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 5 357 914 actions, soit environ 10 % du flottant des actions en circulation le 4 juin 2019. La Société est autorisée à racheter des actions à compter du 17 juin 2019 jusqu'au 16 juin 2020, ou avant, si elle effectuait ses rachats avant cette date.

Le nombre réel d'actions qui seront rachetées et le moment et le prix de tout rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités dépendront des conditions futures du marché et des autres utilisations possibles de la trésorerie. La Société peut choisir de modifier, de suspendre ou d'interrompre le programme en tout temps sans préavis. Au cours du premier trimestre de 2019, la Société a racheté 232 100 actions dans le cadre de la précédente offre à un prix moyen de 31,82 \$ CA par action, pour un rachat totalisant 7,4 M\$ CA. La Société a annulé 986 075 actions au cours du premier trimestre de 2019, y compris 232 100 actions rachetées au premier trimestre de 2019 et 753 975 actions rachetées au quatrième trimestre de 2018. Aucune action n'a été rachetée ou annulée en vertu de la précédente offre ou de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après le premier trimestre de 2019.

Total des distributions de capital aux actionnaires (en millions de dollars américains)			Exercice	Exercice
	T4 2019	T4 2018	2019	2018
Dividendes payés	20,0 \$	18,1 \$	76,4 \$	68,2 \$
Rachat d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	36,9	5,7	66,5
Total	20,0 \$	55,0 \$	82,1 \$	134,7 \$

Jugements et estimations comptables critiques

Les estimations et jugements comptables critiques de la Société se trouvent à la note 2 des états financiers annuels de 2019.

Normes nouvelles et modifiées adoptées par la Société

IFRS 16

Avec prise d'effet le 31 décembre 2018, la Société a adopté IFRS 16, qui précise comment comptabiliser, classer et présenter les contrats de location. Cette norme prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location importants. L'adoption de cette norme a donné lieu à la comptabilisation de montants au titre de l'amortissement et des charges d'intérêts liés à l'actif au titre du droit d'utilisation et à l'obligation locative, respectivement, dans les états consolidés du résultat net. Aux termes d'IAS 17, l'ancienne méthode comptable, les charges liées aux contrats de location étaient comptabilisées au titre des charges d'exploitation. Au moment de la transition, la Société a choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes :

- Utiliser l'approche rétrospective modifiée pour appliquer la norme; par conséquent, l'information comparative de 2018 n'a pas été retraitée.
- Utiliser la définition d'un contrat de location en vertu d'IAS 17, *Contrats de location*, pour identifier les contrats qui sont ou contiennent des contrats de location.
- Exclure la comptabilisation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative pour les contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins.

Les actifs loués auparavant inscrits à l'actif à titre d'immobilisations sont transférés à leur valeur comptable nette au poste « Actif au titre du droit d'utilisation » de l'état consolidé de la situation financière. Aucun ajustement de la valeur comptable de ces actifs loués n'a été effectué dans le cadre de la transition à IFRS 16.

L'ajustement transitoire est présenté dans le tableau ci-dessous.

	Actifs			Passifs		
	Actif au titre du droit d'utilisation	Immobilisations corporelles	Actifs à long terme	Obligations en vertu de contrats de location	Tranche courante de l'obligation en vertu de contrats de location	Créditeurs et charges à payer
Solde d'ouverture au 31 décembre 2018	— \$	247 943 \$	1 052 \$	19 087 \$	7 936 \$	366 517 \$
Transition à IFRS 16	131 595	(27 319)	4 225	104 670	5 553	(1 722)
Solde ajusté au 31 décembre 2018	131 595 \$	220 624 \$	5 277 \$	123 757 \$	13 489 \$	364 795 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement des obligations au titre des contrats de location simple de la Société au 30 décembre 2018, telles qu'elles ont été présentées précédemment dans les états financiers consolidés audités de la Société.

Engagements découlant de contrats de location simple au 30 décembre 2018	70 690 \$
Options de prolongation dont on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées	134 422
Actualisés au moyen du taux d'emprunt marginal au 31 décembre 2018	(94 316)
Exemptions de comptabilisation pour les contrats à court terme et de faible valeur	(573)
Obligations locatives comptabilisées au 31 décembre 2018	110 223 \$

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré était de 5,3 % au 31 décembre 2018.

La méthode comptable conforme à IFRS 16 qui est appliquée par la Société se présente comme suit :

À la date de passation d'un contrat, la Société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location, selon qu'il confère ou non le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué initialement d'après le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, majoré des coûts directs initiaux engagés, le cas échéant, et d'une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faite de tout avantage incitatif à la location reçu. Les actifs sont amortis d'après la durée du contrat de location de l'actif selon la méthode linéaire. La durée du contrat de location comprend la période correspondant à l'option de prolongation du contrat de location, si la Société a la certitude raisonnable d'exercer cette option. Le tableau suivant présente la durée des contrats de location :

Terrains et bâtiments	De 4 à 35 ans
Matériel et outillage	De 15 mois à 5 ans
Automobiles	De 13 mois à 3 ans
Matériel de bureau	De 14 mois à 5 ans

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas effectués à la date de début du contrat de location, calculée au moyen du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut pas être facilement déterminé, du taux d'emprunt marginal de la Société. L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux, ou lorsque l'évaluation de l'intention de la Société d'exercer une option d'achat, de prolongation ou de résiliation change.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée pour ces raisons, un ajustement correspondant est porté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrôles et procédures

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens des règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. La conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction et du chef des finances. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est conçu pour fournir une assurance raisonnable relativement à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière en conformité avec les normes IFRS.

Le 15 décembre 2014, la direction a adopté le document *Internal Control - Integrated Framework 2013* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO »), qui remplace le cadre publié par le COSO en 1992. Ce nouveau cadre a nécessité une réévaluation des contrôles sur lesquels la direction s'appuie pour étayer ses conclusions, ainsi que des changements aux programmes d'essais de la Société.

Sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, la direction a évalué l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 29 décembre 2019, conformément aux critères établis dans le cadre de 2013 du COSO, et a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

La Société a limité la conception de son contrôle interne à l'égard de l'information financière de manière à exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'ADL, comme elle a été acquise moins de 365 jours avant la fin de la période financière visée par le présent rapport de gestion.

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière, quelle que soit la qualité de leur conception, présentent des limites qui leur sont inhérentes. Par conséquent, ces contrôles ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation des états financiers et ils pourraient ne pas permettre de prévenir ou de détecter toutes les inexactitudes.

Contrôles de communication de l'information

La direction est responsable de l'établissement et du maintien des contrôles et procédures de communication qui visent à fournir une assurance raisonnable que l'information significative liée à la Société lui est transmise en temps opportun et que l'information devant être présentée l'est dans les délais prescrits par les lois applicables en matière de valeurs mobilières. Il existe des limites inhérentes à l'efficacité de tout système de contrôles et de procédures de communication de l'information, y compris la possibilité d'une erreur humaine et le contournement des contrôles et des procédures. Par conséquent, même les contrôles et les procédures efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs de contrôle. Le chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont conclu que les contrôles et procédures en matière de communication de l'information étaient efficaces au 29 décembre 2019.

Limites des contrôles et des procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Comme le permettent les lois sur les valeurs mobilières, pour la période close le 29 décembre 2019, la direction de la Société a limité l'étendue de sa conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures d'ADL, que la Société a acquise le 28 mai 2019.

Le tableau suivant présente certains résultats financiers ainsi que la situation financière d'ADL de la date d'acquisition au 29 décembre 2019 ainsi qu'en date du 29 décembre 2019 :

(non audité, en milliers de dollars américains)	Exercice 2019
Produits des activités ordinaires	449 101 \$
Perte nette	(43 026)
Actifs courants	380 226
Actifs non courants	403 953
Passifs courants	269 271
Passifs non courants	310 347

La perte nette d'ADL a subi l'incidence de charges de 31,0 M\$ liées à la désactualisation des ajustements de la juste valeur des actifs acquis et d'un amortissement des immobilisations incorporelles de 14,4 M\$ lié à la comptabilisation du prix d'achat.

Annexe A - Acquisition d'ADL

À la date d'acquisition, soit le 28 mai 2019 (la « date d'acquisition »), la Société, par l'entremise de NFI International Limited, sa filiale entièrement détenue, a acquis la totalité du bloc de droits de vote dans ADL pour un montant de 295,1 M£. Afin de fournir un contexte sur les activités d'ADL, la direction a présenté l'information financière historique ajustée de l'exercice 2018, du premier trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019 dans le tableau ci-dessous et a utilisé cette information pour présenter l'information financière pro forma du troisième trimestre de 2018 et de l'exercice 2018 afin de fournir une information comparative incluant les résultats d'ADL.

L'information présentée ci-dessous, à l'exception de la colonne « T2 2019 (après l'acquisition) », ne fait pas partie de la présentation de l'information consolidée de NFI.

Principales données historiques ajustées d'ADL

(non audité, en milliers de dollars américains, sauf indication contraire)

	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	Exercice 2018	T1 2019	T2 2019	T2 2019 (avant l'acquisition)	T2 2019 (après l'acquisition)
Livraisons par ADL (en unités)	365	765	682	625	2 437	556	393	235	158
Produits historiques ajustés d'ADL - Secteur de la fabrication ¹	80 632 £	160 240 £	148 074 £	134 393 £	523 339 £	131 507 £	85 615 £	53 240 £	32 375 £
Produits historiques ajustés d'ADL - Secteur des pièces de rechange ¹	18 513 £	17 714 £	16 976 £	18 115 £	71 318 £	18 820 £	17 864 £	10 892 £	6 972 £
Total des produits	99 145 £	177 954 £	165 050 £	152 508 £	594 657 £	150 327 £	103 479 £	64 132 £	39 347 £
Taux de change moyen pour la période	1,391	1,363	1,304	1,288		1,301	1,280	1,292	1,267
Total des produits	137 911 \$	242 551 \$	215 225 \$	196 430 \$	792 117 \$	195 575 \$	132 712 \$	82 859 \$	49 853 \$

Rapprochement du bénéfice (de la perte) avant intérêts et impôt et du BAIIA ajusté

Bénéfice (perte) historique ajusté d'ADL avant intérêts et impôt	(4 370) £	10 212 £	9 912 £	7 371 £	23 125 £	9 947 £	(9 094) £	(6 270) £	(2 824) £
Amortissements	1 071	1 450	1 288	1 225	5 034	2 040	2 048	1 273	775
Frais connexes à l'acquisition	—	—	—	—	—	—	2 486	1 509	977
Profit (perte) à la vente d'actifs	26	(161)	(82)	(150)	(367)	(98)	(23)	(28)	5
BAIIA ajusté d'ADL	(3 273) £	11 501 £	11 118 £	8 446 £	27 792 £	11 889 £	(4 583) £	(3 516) £	(1 067) £
Taux de change moyen pour la période	1,391	1,363	1,304	1,288		1,301	1,280	1,292	1,267
BAIIA ajusté d'ADL	(4 553) \$	15 676 \$	14 498 \$	10 878 \$	36 499 \$	15 468 \$	(5 895) \$	(4 543) \$	(1 352) \$

1. Toutes les informations d'ADL relatives aux périodes antérieures à la date d'acquisition sont fondées sur les états financiers audités d'ADL fournis à NFI, lesquels ont été préparés selon les PCGR du Royaume-Uni. NFI n'a pas vérifié ces états financiers de façon indépendante. Les résultats d'ADL qui figurent dans le tableau ci-dessus sont conformes aux normes IFRS.

Le tableau suivant présente les données comparatives pro forma de NFI, y compris les résultats d'ADL avant son acquisition.

Produits consolidés

(non audité, en millions de dollars américains)	T4 2019	T4 2018 Pro forma	T4 2018	Exercice 2019	Exercice 2019 Pro forma	Exercice 2018 Pro forma	Exercice 2018
Livraisons (en UÉ)	2 021	1 938	1 313	5 784	6 575	7 218	4 781
Secteur de la fabrication	800,6 \$	749,6 \$	576,5	2 476,0	2 715,9 \$	2 838,7 \$	2 141,9
Secteur des pièces de rechange	117,2	108,8	85,5	417,4	456,0	472,6	377,2
Total des produits	917,8 \$	858,4 \$	662,0 \$	2 893,4 \$	3 171,9 \$	3 311,3 \$	2 519,1 \$

Rapprochement du bénéfice avant intérêts et impôt et du BAIIA ajusté

Bénéfice historique ajusté avant intérêts et impôt	71,5 \$	70,9 \$	61,4 \$	173,1	177,9	268,6 \$	238,3 \$
Amortissements	31,1	19,6	18,0	104,6	108,9	74,5 \$	67,8
Frais connexes à l'acquisition	1,5	—	—	44,1	44,1	(1,7)	(1,7)
Profit à la vente d'actifs	0,1	—	—	—	—	0,3 \$	0,3
Autres ajustements ¹	(0,5)	0,5 \$	0,5 \$	0,4	0,4	10,7 \$	10,7 \$
BAIIA ajusté	103,9 \$	91,0 \$	79,9 \$	322,2 \$	331,3 \$	352,4 \$	315,4 \$

1. Les autres ajustements du BAIIA ajusté sont présentés dans le tableau « Rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté ».

L'information qui figure dans le tableau ci-dessus est présentée pour 2019 et 2018 afin de permettre aux lecteurs de comprendre l'incidence de la performance d'ADL en ce qui a trait à la Société.

En raison de l'acquisition d'ADL, la direction a mis à jour la présentation de l'information sur les produits d'après les régions géographiques de l'Amérique du Nord, du Royaume-Uni et de l'Europe, de l'Asie-Pacifique et Autres afin de refléter la nature internationale des activités de la Société par suite de l'acquisition d'ADL. Les données comparatives de la période ont été retraitées pour refléter cette présentation.

À la date d'acquisition, NFI a conclu l'acquisition d'ADL au moyen de l'achat de la totalité des actions émises et en circulation d'ADL pour une contrepartie totale de 320 M€ (environ 405 M\$), sous réserve de certains ajustements du prix d'achat (y compris le remboursement de la dette en cours), ce qui a donné lieu à un prix d'achat de 295 M€ (environ 374 M\$).

Parallèlement à l'acquisition, NFI a emprunté environ 118 M\$ en vertu de sa facilité de crédit de premier rang existante, a conclu une nouvelle facilité de crédit de 300 M\$ de laquelle elle a prélevé la totalité du montant, puis a émis 1,47 million d'actions à même les actions propres à l'intention des principaux actionnaires d'ADL plutôt que d'accorder une contrepartie en trésorerie. Les fonds ont servi à financer l'acquisition, à rembourser les facilités de crédit d'ADL et à fournir du capital d'exploitation à ADL.

L'acquisition est considérée comme un regroupement d'entreprises en vertu d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »), NFI étant l'acquéreur et ADL, l'entité acquise.

Aux fins de la préparation de l'information financière non audité d'ADL présentée ci-dessous, des ajustements ont été apportés aux états financiers historiques d'ADL afin que ses états financiers préparés conformément aux PCGR du Royaume-Uni soient conformes aux normes IFRS et que ses méthodes comptables et sa présentation soient conformes à celles de la Société. Ces ajustements sont présentés en détail dans les tableaux suivants.

(non audité, en milliers de dollars américains, sauf indication contraire)	PCGR du Royaume-Uni	Normes IFRS - Ajustements	Normes IFRS (en £)	\$ US 1 £ = 1,2663 \$ US	Juste valeur - Ajustements	28 mai 2019 Solde d'ouverture
Trésorerie et contrepartie éventuelle			267 578	338 834 \$		338 834
Actions de NFI émises			27 552	34 888		34 888
Prix d'achat			295 130	373 723		373 723
Trésorerie acquise			36 614	46 364		46 364
Prix d'achat net			258 516	327 359		327 359
Actifs nets acquis						
Stocks	117 180	34 608	151 788	192 209	29 367	221 576
Débiteurs	66 167	5 283	71 450	90 477		90 477
Charges payées d'avance	8 243	(4 068)	4 175	5 287		5 287
Instruments financiers dérivés	3 972	(4 248)	(276)	(349)		(349)
Immobilisations corporelles	18 256	3 563	21 819	27 629	16 020	43 649
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	13 581	13 581	17 198		17 198
Créditeurs et charges à payer	(151 309)	14 989	(136 320)	(172 622)		(172 622)
Impôt sur le résultat exigible	(1 286)		(1 286)	(1 628)		(1 628)
Produits différés	(1 565)	(61 634)	(63 199)	(80 029)		(80 029)
Obligation locative	(177)	(13 941)	(14 118)	(17 877)		(17 877)
Dettes à long terme	(45 000)	—	(45 000)	(56 984)		(56 984)
Provisions	(5 871)	—	(5 871)	(7 434)		(7 434)
Passifs d'impôt différé	(1 211)	3 503	2 292	2 902	(44 636)	(41 734)
Immobilisations corporelles acquises, montant net	7 399	(8 364)	(965)	(1 221)	751	(470)
Noms commerciaux					43 181	43 181
Brevets et licences					22 287	22 287
Relations avec les clients					123 338	123 338
Carnets de commandes					14 562	14 562
Immobilisations incorporelles identifiables acquises					203 368	203 368
Goodwill acquis					124 462	124 462

Le goodwill acquis est en grande partie attribuable à l'occasion, pour NFI, d'accroître son empreinte géographique, de diversifier sa gamme de produits et de prendre des positions de premier plan dans de nouveaux marchés. Le goodwill ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt. Au 29 décembre 2019, l'analyse des immobilisations incorporelles identifiées et des justes valeurs était incomplète. La direction continue d'évaluer la répartition du prix d'achat, laquelle demeure, à ce titre, assujettie à des ajustements qui pourraient survenir en raison de nouvelles informations qui pourraient avoir une incidence sur la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Une analyse continue sera mise en œuvre, ce qui permettra de valider les hypothèses d'évaluation, notamment en ce qui a trait à l'évaluation des provisions et aux charges à payer.

Alexander Dennis Limited

État consolidé du résultat net non audité

Rapprochement des états financiers selon les PCGR du Royaume-Uni et les normes IFRS conformément aux méthodes comptables de NFI Group Inc.

Au 30 décembre 2018

	30 décembre 2018		Notes	30 décembre 2018	
	PCGR du Royaume-Uni (en milliers de livres sterling)	Normes IFRS - Ajustements		Normes IFRS (en milliers de livres sterling)	Normes IFRS (en milliers de dollars)
Taux de rotation	630 797 £	(36 140) £	d), e)	594 657	792 116
Coût des ventes	536 963	(24 299)	d), e)	512 664	682 897
Marge brute	93 834			81 993	109 219
Coûts de distribution	21 461			21 461	28 587
Frais administratifs	41 591	(4 184)	a), b), c)	37 407	49 828
Bénéfice d'exploitation	30 782			23 125	30 804
Produits d'intérêts	(4 611)	(1 466)	f)	(6 077)	(8 095)
Charge d'intérêts	2 675			2 675	3 563
Bénéfice avant charge d'impôt sur le résultat	32 718			26 527	35 336
Charge d'impôt					
Impôt exigible	3 082			3 082	4 105
Impôt sur le résultat différé	985	(1 459)		(474)	(631)
Impôt sur le résultat	4 067	(1 459)		2 608	3 474
Bénéfice net pour la période	28 651 £			23 919 £	31 862 £
Autres éléments du résultat global					
Écart de change à la conversion des établissements étrangers	1 240			1 240	1 652
Couverture de flux de trésorerie	1 528	(1 528)	f)	—	—
Impôt sur les instruments de couverture	(62)	62	f)	—	—
Autres éléments du résultat global pour la période	2 706			1 240	1 652
Total du résultat global de la période	31 357			25 159	33 514

Notes :

- Réduction des frais de développement de nouveaux produits auparavant inscrits à l'actif et reclassement des coûts liés aux autobus de démonstration des immobilisations incorporelles aux immobilisations corporelles.
- Ajustement visant à refléter le fait que le goodwill n'est pas amorti en vertu des normes IFRS.
- Comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation, d'obligations locatives et des intérêts et de l'amortissement connexes en vertu d'IFRS 16.
- La comptabilisation des produits, qui avait lieu au moment de l'achèvement de la production d'un véhicule, a maintenant lieu au moment de la livraison au client ou du ramassage par celui-ci.
- Les produits comptabilisés au fil du temps sont maintenant comptabilisés à un moment précis.
- Des changements ont été apportés à la comptabilisation des dérivés, conformément à la méthode appliquée par NFI. Les instruments financiers ne sont plus désignés à titre de couvertures comptables.

Annexe B - Signification de certaines expressions

Dans le présent rapport de gestion, les renvois à la « Société » font référence à NFI et à toutes ses filiales directes ou indirectes, y compris New Flyer Industries Canada ULC (« NFI ULC »), New Flyer of America Inc. (« NFAI »), The Aftermarket Parts Company, LLC (« TAPC »), TCB Enterprises, LLC (« TCB »), KMG Fabrication, Inc. (« KMG »), Carfair Composites Inc. (« CCI ») et Carfair Composites USA, Inc. (« CCUI »), et avec « CCI », « Carfair », The Reliable Insurance Company Limited, ARBOC Specialty Vehicles, LLC (« ARBOC »), New MCI Holdings, Inc. et ses entités affiliées (collectivement, « MCI »), NFI Holdings Luxembourg s.a.r.l., et Alexander Dennis Limited et ses entités affiliées (collectivement, « ADL »). Les renvois à « New Flyer » font généralement référence à NFI ULC, NFAI, TAPC, KMG, CCI, CCUI et TCB. Dans le présent rapport de gestion, les renvois à la « direction » font référence à la haute direction de NFI et de la Société.

Les actions ordinaires de NFI (les « actions ») sont négociées à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « NFI ». Au 29 décembre 2019, 62 493 880 actions étaient émises et en circulation. Des renseignements supplémentaires sur NFI et la Société, y compris la notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Les autobus fabriqués par New Flyer et les autobus à un étage ou à deux étages d'ADL sont classés comme des autobus urbains. ARBOC fabrique des autobus sur châssis de camion, ou à châssis tronqué, ainsi que des autobus intermédiaires destinés au transport en commun, au transport adapté et au service de navette. Collectivement, les autobus urbains, les autobus intermédiaires et les autobus à châssis tronqué sont appelés les « autobus ».

Un autocar est un autobus d'une longueur de 35 à 45 pieds pouvant emprunter les autoroutes et qui sert habituellement au transport interurbain et aux déplacements sur de plus longues distances que celles parcourues par des autobus urbains de grande capacité. Un autocar comporte habituellement les caractéristiques suivantes : i) un ou deux essieux à l'arrière (selon le poids du véhicule); ii) un plancher élevé; iii) un compartiment à bagages situé sous le plancher; iv) des sièges à dossier élevé et un intérieur adapté au transport de passagers (souvent dotés d'une toilette et de compartiments à bagage sous le plancher); et v) aucun espace prévu pour des passagers debout.

Toutes les données portant sur le nombre d'autobus urbains, d'autobus intermédiaires, d'autobus à châssis tronqué et d'autocars en service et livrés contenues dans le présent rapport de gestion sont calculées en « unités équivalentes », ou en fonction de telles unités. Une unité équivalente (ou « UÉ ») représente une unité de production, soit un autobus urbain de grande capacité de 30, 35, 40 ou 45 pieds, un autobus à deux étages, un autobus intermédiaire, un autobus à châssis tronqué ou un autocar, tandis qu'un autobus urbain articulé représente deux unités équivalentes. Un autobus urbain articulé est un autobus très long (environ 60 pieds) composé de deux compartiments reliés entre eux par une section articulée, qui permet au véhicule de plier dans les virages tout en ayant un intérieur continu.

Déclarations-prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion constituent des « déclarations prospectives » et reflètent les attentes de la direction à l'égard de la croissance, des résultats d'exploitation, de la performance ainsi que des perspectives et occasions d'affaires futurs de la Société. Les termes tels que « croire », « anticiper », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « projeter », « prévisions » et « estimations » ainsi que d'autres expressions semblables visent à signaler les déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'événements futurs et de la performance d'exploitation et elles ne sont valables qu'à la date de publication du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes, elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de la performance ou des résultats futurs et elles n'indiquent pas nécessairement avec précision si cette performance ou ces résultats seront réalisés ni quand ou comment ils le seraient. Un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement des résultats formulés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants : les clients de la Société pourraient ne pas continuer à disposer d'un financement au même niveau qu'à l'heure actuelle ou ne plus y avoir accès du tout; les facteurs économiques ont des répercussions sur les activités de la Société, et une évolution défavorable des conditions économiques pourrait avoir une incidence néfaste sur la demande pour les produits de la Société ainsi que sur ses résultats d'exploitation (y compris l'incidence sur la demande pour les produits et services de la Société qui pourrait découler des répercussions de la COVID-19 sur les clients); les fluctuations des taux de change pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers ou la position concurrentielle de la Société; les taux d'intérêt pourraient changer de manière significative et avoir une incidence significative sur les produits et la rentabilité de la Société; un marché actif et liquide pour les actions pourrait cesser d'exister, ce qui aurait pour effet de limiter la capacité des actionnaires à négocier leurs actions; le cours des actions pourrait être volatil; si les analystes en valeurs mobilières ou du secteur ne publient pas de documents de recherche ou de rapports au sujet de la Société, si leurs rapports contiennent de l'information inexacte ou défavorable au sujet de la Société et de ses activités, s'ils modifient leurs recommandations de manière défavorable à l'égard des actions ou si les résultats d'exploitation de la Société ne répondent pas à leurs attentes, le cours des actions ainsi que le volume négocié pourraient baisser. De plus, la Société est exposée à d'autres facteurs de risque, notamment : l'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents; l'échec du processus de ratification de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique (l'« ACEUM ») pourrait avoir une incidence défavorable significative sur NFI; les dispositions de la Buy America Act actuellement en vigueur pourraient changer ou devenir plus rigoureuses, ou le texte de cette loi concernant les fournisseurs pourrait être modifié; des changements découlant d'une sortie brutale du Royaume-Uni de l'Union européenne (processus couramment appelé « Brexit ») ou des modifications apportées au mécanisme de financement fédéral américain (la FAST Act) ou aux politiques commerciales américaines pourraient perturber la chaîne d'approvisionnement et éventuellement entraîner un ralentissement économique au Royaume-Uni et aux États-Unis qui pourrait restreindre la demande; la Société pourrait ne pas être en mesure de se conformer aux dispositions du programme Disadvantaged Business Enterprise (le « DBE ») ou ne pas réussir à faire approuver ses objectifs à l'égard du DBE auprès de la FTA; l'absence de contrats à durée déterminée conclus avec les clients; l'exercice des options et les droits de suspension ou de résiliation pour raison de commodité des clients; les règles de préférence accordées aux offres incluant des éléments américains pourraient créer un désavantage concurrentiel; la préférence accordée à des appels d'offres au contenu local aux États-Unis pourrait créer un désavantage concurrentiel; les exigences en vertu

des politiques canadiennes en matière de contenu pourraient changer ou devenir plus rigoureuses; le risque opérationnel, la dépendance envers des sources limitées ou uniques en matière d’approvisionnement (y compris le risque de perturbation de l’approvisionnement découlant de l’incidence de la COVID-19 sur les fournisseurs); la dépendance envers l’approvisionnement en moteurs conformes à la réglementation en matière d’émissions; l’interruption, la résiliation ou la modification des ententes d’approvisionnement relatives aux châssis de véhicules ou à d’autres composantes essentielles conclues avec des fournisseurs tiers pourraient avoir une incidence défavorable significative sur les ventes de certains produits de la Société; la rentabilité de la Société pourrait être compromise par une augmentation des coûts des matières premières ou des composantes ainsi que par l’imposition de tarifs et de surtaxes sur les matières importées; la Société pourrait subir des pertes significatives ou engager des coûts importants en raison des frais associés aux garanties et aux rappels de produits ainsi qu’aux mesures correctives prises à l’égard des autobus; des retards de production pourraient donner lieu à des dommages-intérêts extrajudiciaires en vertu des contrats conclus entre la Société et ses clients; des catastrophes pourraient donner lieu à une réduction ou une interruption de la production; la Société pourrait ne pas réussir à renégocier les conventions collectives à leur expiration et pourrait subir l’incidence défavorable des interruptions de travail et d’une pénurie d’effectifs; les activités de la Société sont exposées à des risques et des dangers pouvant donner lieu à des pertes monétaires et des passifs qui ne sont pas couverts par l’assurance ou qui dépassent la couverture d’assurance existante; la Société pourrait subir l’incidence défavorable de la hausse des coûts liés à l’assurance; la Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir les cautionnements de bonne exécution ou les lettres de crédit exigées aux termes de ses contrats ou d’obtenir les cautionnements de bonne exécution et les lettres de crédit requis pour conclure de nouveaux contrats; la Société fait l’objet de litiges dans le cours normal de ses activités et elle pourrait subir des pertes significatives et engager des coûts importants à l’issue des réclamations liées aux produits; la Société pourrait avoir de la difficulté à vendre des autocars d’occasion et à réaliser les valeurs de revente attendues; la Société pourrait engager des coûts relativement à des dispositions de la réglementation provinciale, étatique ou fédérale sur les restrictions à l’égard du poids des essieux et de la longueur des véhicules; la Société pourrait faire l’objet de réclamations et devoir assumer des responsabilités en vertu des lois sur l’environnement, la santé et la sécurité; la dépendance envers les systèmes de gestion de l’information et les risques liés à la cybersécurité; la capacité de la Société à exécuter sa stratégie et à exercer ses activités, qui dépend de sa capacité à recruter, former et fidéliser du personnel qualifié, notamment sa capacité à recruter et fidéliser des cadres, des membres de la haute direction et des employés clés; la Société pourrait avoir à assumer des responsabilités en vertu des lois en matière de lutte contre la corruption, et toute détermination que la Société a enfreint ces lois pourrait avoir une incidence défavorable significative sur ses activités; les politiques et les procédures de gestion des risques de la Société pourraient ne pas être pleinement efficaces pour atteindre les objectifs visés; le contrôle interne à l’égard de l’information financière et les contrôles et procédures de communication de l’information; la capacité à bien exécuter les plans stratégiques et à maintenir la rentabilité; le développement de produits, de services ou de technologies concurrentiels ou révolutionnaires; le développement et la mise à l’essai de nouveaux produits; le risque lié aux acquisitions; les ententes conclues avec des distributeurs tiers; la disponibilité d’un financement futur pour la Société; la Société peut ne pas être en mesure de générer de la trésorerie suffisante pour assurer le service de sa dette existante, ce qui pourrait l’obliger à refinancer sa dette; la dette consolidée substantielle de la Société pourrait nuire à ses activités; les clauses restrictives que comportent les facilités de crédit de la Société pourraient avoir une incidence sur les activités de la Société et nuire à sa capacité d’exécution de ses stratégies d’affaires; le versement de dividendes n’est pas garanti; d’importants montants en trésorerie de la Société sont distribués ce qui pourrait limiter une croissance potentielle; NFI est dépendante de ses filiales en ce qui concerne la totalité des flux de trésorerie disponibles pour les distributions; la vente future ou la possibilité de la vente future d’un nombre important d’actions pourrait avoir une incidence sur le cours des actions et engendrer une dilution; si la Société devait procéder à une réduction de valeur du goodwill et d’autres immobilisations incorporelles, sa situation financière et ses résultats d’exploitation en subiraient l’incidence défavorable; le risque fiscal, l’admissibilité des placements et les risques liés à l’impôt fédéral canadien; l’incidence de la législation relative à la réforme fiscale américaine globale sur NF Holdings et ses filiales américaines (le « groupe NF »), qu’elle soit défavorable ou favorable, est incertaine; certains règlements fiscaux américains qui pourraient limiter la capacité du groupe NF à déduire la charge d’intérêts aux fins de l’impôt fédéral américain et pourraient faire augmenter le passif d’impôt du groupe NF; certaines opérations de financement pourraient être définies comme des « opérations hybrides » aux fins de l’impôt américain, ce qui augmenterait le passif d’impôt du groupe NF. NFI met en garde le lecteur que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus n’est pas exhaustive. Ces facteurs et autres risques et incertitudes font l’objet d’explication dans les communiqués de presse, la notice annuelle ainsi que les documents de NFI déposés auprès des autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières, disponibles sur SEDAR à l’adresse www.sedar.com.

Même si les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion sont fondées sur ce que la direction considère comme des hypothèses raisonnables, rien ne garantit aux investisseurs que les résultats réels correspondront à ces déclarations prospectives, et les écarts pourraient être significatifs. Les déclarations prospectives sont formulées à la date du présent rapport de gestion, et NFI ne s’engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser pour y refléter de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sauf dans la mesure où les lois sur les valeurs mobilières l’exigent.

DÉFINITIONS DU BAIIA AJUSTÉ, DU RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI, DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES, DU BÉNÉFICE NET AJUSTÉ, DU BÉNÉFICE PAR ACTION AJUSTÉ ET DES ZONES GÉOGRAPHIQUES SUIVANTES : AMÉRIQUE DU NORD, ROYAUME-UNI ET EUROPE, ASIE-PACIFIQUE ET AUTRES

L'expression « BAIIA ajusté » renvoie au bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissements, après un ajustement pour tenir compte de l'incidence de certains éléments non récurrents ou sans lien avec les activités qui ne reflètent pas les activités continues ayant un effet sur la trésorerie actuelles de la Société. Ces ajustements comprennent les profits ou les pertes à la cession d'immobilisations corporelles, l'ajustement de la juste valeur du swap sur rendement total, les pertes ou les profits de change latents sur les éléments monétaires non courants et les contrats de change à terme, les coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles, les coûts des services passés et les autres charges au titre des régimes de retraite, les frais de restructuration non récurrents, l'ajustement de la juste valeur des produits différés et des stocks d'une filiale acquise, la proportion du swap sur rendement total réalisé, la rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres, le recouvrement lié aux opérations de change, la charge au titre des taxes de vente de l'exercice précédent et la reprise de la provision liée à la comptabilisation du prix d'achat.

L'expression « flux de trésorerie disponibles » renvoie aux flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation ajustés pour tenir compte des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, des intérêts payés, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat payé, de la charge d'impôt exigible, des paiements de capital au titre des contrats de location-financement, des dépenses d'investissement décaissées, du produit de la cession d'immobilisations corporelles, des coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles, de l'ajustement de la juste valeur des produits différés et des stocks d'une filiale acquise, de la capitalisation des prestations définies, de la charge au titre des prestations définies, des coûts des services passés, de la proportion du swap sur rendement total, du recouvrement lié aux opérations de change, de la charge au titre des taxes de vente de l'exercice précédent, des frais de restructuration non récurrents, du profit à la reprise de la provision liée à la comptabilisation du prix d'achat, du profit (de la perte) de change sur la trésorerie détenue en monnaie étrangère.

L'expression « rendement du capital investi » renvoie au bénéfice d'exploitation net après impôt sur le résultat (calculé comme le BAIIA ajusté moins l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et l'impôt sur le résultat au taux d'imposition effectif prévu) divisé par le capital moyen investi au cours des 12 derniers mois (calculé comme les capitaux propres plus la dette à long terme, les obligations locatives, les autres passifs à long terme et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins la trésorerie).

L'expression « bénéfice net ajusté » renvoie au bénéfice net après ajustement pour tenir compte de l'incidence après impôt de certains éléments non récurrents ou non liés à l'exploitation qui ne reflètent pas les activités continues ayant un effet sur la trésorerie actuelles de la Société, y compris : les ajustements de la juste valeur du swap sur rendement total, la perte ou le profit de change latent, le profit ou la perte latent sur le swap de taux d'intérêt, la partie réalisée du swap sur rendement total, les coûts liés à l'évaluation des initiatives stratégiques et organisationnelles, l'ajustement de la juste valeur des produits différés et des stocks d'une filiale acquise, la rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres, le profit ou la perte à la cession d'immobilisations corporelles, les coûts des services passés et les autres charges au titre des régimes de retraite, le profit à la reprise de la provision liée à la comptabilisation du prix d'achat, le recouvrement lié aux opérations de change, la charge au titre des taxes de vente de l'exercice précédent et les frais de restructuration non récurrents.

L'expression « bénéfice par action ajusté » renvoie au bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté, le rendement du capital investi, les flux de trésorerie disponibles, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté constituent des mesures utiles pour évaluer la performance de la Société. Cependant, le BAIIA ajusté, le rendement du capital investi, les flux de trésorerie disponibles, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté ne sont pas des mesures reconnues du bénéfice en vertu des normes IFRS et ils n'ont pas de significations normalisées en vertu des normes IFRS. Les lecteurs du présent rapport de gestion sont avisés du fait que le rendement du capital investi, le bénéfice net ajusté et le BAIIA ajusté ne devraient pas être substitués au bénéfice net ou à la perte nette ou aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, qui sont des mesures conformes aux normes IFRS, comme indicateur de la performance de NFI, et que les flux de trésorerie disponibles ne devraient pas être substitués aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, aux flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et aux flux de trésorerie liés aux activités de financement, qui sont des mesures conformes aux normes IFRS, comme mesure des liquidités et des flux de trésorerie. Un rapprochement du bénéfice net au BAIIA ajusté, selon les états financiers, est présenté à la rubrique « Rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté ». Un rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation est présenté à la rubrique « Sommaire des flux de trésorerie disponibles ». Un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté est présenté à la rubrique « Rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté ».

La méthode employée par NFI pour calculer le BAIIA ajusté, le rendement du capital investi, les flux de trésorerie disponibles, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté pourrait différer de façon significative des méthodes employées par d'autres émetteurs et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres émetteurs. Les dividendes versés à même les flux de trésorerie disponibles ne sont pas garantis, et le montant réel des dividendes reçus par les porteurs d'actions dépendra, entre autres, de la performance financière de la Société, des clauses restrictives et des obligations au titre de la dette, des besoins en fonds de roulement et des besoins de capital futurs, facteurs qui sont tous assujettis à un certain nombre de risques, comme il est décrit dans les documents publics déposés par NFI et disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Avec prise d'effet le 31 décembre 2018, la Société a adopté IFRS 16, qui établit les principes de comptabilisation et de présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Cette norme prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location importants. Le présent rapport de gestion présente séparément

l'information sur le quatrième trimestre de 2019 et l'exercice 2019, excluant l'incidence d'IFRS 16 dans les cas où l'incidence est importante. Se reporter à la note 2, « Jugements et estimations comptables critiques », des états financiers consolidés.

Les zones géographiques de NFI aux fins de la présentation des produits mondiaux sont les suivantes : l'Amérique du Nord, qui comprend le Canada, les États-Unis et le Mexique; le Royaume-Uni et l'Europe, qui comprend le Royaume-Uni et l'Europe; l'Asie-Pacifique, qui englobe Hong Kong, la Malaisie, Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande; et la catégorie Autres, qui comprend toutes les ventes qui ne relèvent pas des catégories précédentes.

Annexe C - Activité des commandes du quatrième trimestre de 2019

Demande pour des autobus urbains et des autocars

La mesure de la « réserve d'appels d'offres » de la Société évalue les concours publics actifs au Canada et aux États-Unis et tente de fournir une indication globale de la demande prévue sur le marché public des autocars et des autobus urbains de grande capacité. Il s'agit d'un instantané ponctuel des éléments suivants : i) le nombre d'UÉ visées par des concours actifs, définis comme toutes les demandes de propositions reçues par la Société et en cours d'examen, plus les offres soumises par la Société et en attente d'une intervention de la part des clients; et ii) les prévisions de la direction, fondées sur les données fournies par les exploitants, concernant le nombre d'UÉ qui devraient faire l'objet d'un concours au cours des cinq prochaines années.

La direction a été encouragée par la croissance de la réserve d'appels d'offres de la Société au cours du quatrième trimestre. À la fin du quatrième trimestre de 2019, la réserve d'appels d'offres totale s'établissait à 27 648 UÉ, soit une hausse de 18,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2018 et de 0,6 % par rapport au troisième trimestre de 2019, tandis que la réserve d'appels d'offres active a augmenté de 71,9 % par rapport au quatrième trimestre de 2018 et a diminué de 4,3 % par rapport au troisième trimestre de 2019. Le nombre d'UÉ de la réserve d'appels d'offres fluctue considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction des processus d'approvisionnement et d'adjudication liés aux appels d'offres publics.

	Soumissions en cours (en UÉ)	Offres soumises (en UÉ)	UÉ actives	Approvisionnement prévu dans le secteur au cours des 5 prochaines années (en UÉ) ¹	Réserve d'appels d'offres totale (en UÉ)
T4 2018	670	2 061	2 731	20 694	23 425
T1 2019	1 350	2 039	3 389	21 143	24 532
T2 2019	1 231	2 929	4 160	20 686	24 846
T3 2019	1 216	3 691	4 907	22 588	27 495
T4 2019	1 760	2 934	4 694	22 954	27 648

1. L'estimation de la direction à l'égard de l'approvisionnement futur prévu dans le secteur au cours des cinq prochaines années est fondée sur des discussions directes avec certaines administrations de transport américaines et canadiennes. Cette estimation comprend l'activité potentielle pour les véhicules de New Flyer et de MCI, mais exclut les ventes potentielles d'ARBOC et d'ADL aux États-Unis et au Canada.

Les achats d'autocars et d'autobus urbains de grande capacité par les secteurs publics américain et canadien sont habituellement effectués au moyen de contrats officiels pluriannuels, tandis que les achats effectués par le secteur privé, en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Europe et en Asie-Pacifique, sont habituellement effectués sur une base transactionnelle. Par conséquent, la Société ne maintient pas de réserve d'appels d'offres pour les autobus et les autocars du secteur privé.

La vente d'autobus à châssis tronqué et d'autobus intermédiaires fabriqués par ARBOC se fait sur une base transactionnelle par l'intermédiaire de concessionnaires tiers non exclusifs qui détiennent des contrats directement avec les clients. Les offres sont soumises par un réseau de concessionnaires, et des ententes sont conclues avec ceux-ci. Par conséquent, l'activité liée aux autobus à châssis tronqué et aux autobus intermédiaires n'est pas incluse dans la mesure de la réserve d'appels d'offres.

À l'heure actuelle, ADL n'a pas, pour les marchés du Royaume-Uni et de l'Europe ou de l'Asie-Pacifique, de mesure de la réserve d'appels d'offres semblable à celle calculée pour le marché nord-américain de New Flyer et de MCI. La direction ne croit pas qu'une mesure semblable de la réserve d'appels d'offres pour ces marchés soit appropriée étant donné que la majorité des clients de ces régions sont des exploitants privés qui prennent des décisions d'achat annuelles. L'ensemble du marché du Royaume-Uni a reculé de 2015 à 2019, mais il devrait demeurer stable en 2020 et enregistrer une reprise en 2021 en raison des plans de relance visant les parcs de véhicules des clients. En Asie-Pacifique, le marché de Hong Kong est très cyclique et, après des périodes d'activité plus importantes entre 2015 et 2018, le marché a reculé, comme prévu, et les livraisons annuelles se sont stabilisées. La Nouvelle-Zélande et Singapour demeurent des marchés cycliques, et les activités ont augmenté dans les deux marchés en 2017, en 2018 et en 2019.

Activité des commandes

Au cours du quatrième trimestre de 2019, les nouvelles commandes (fermes et optionnelles) ont totalisé 1 159 UÉ. Les nouvelles commandes fermes et optionnelles reçues par la Société pour la période de 12 mois close au quatrième trimestre de 2019 se sont établies à 3 577 UÉ. La Société a également réussi à convertir en commandes fermes 813 UÉ visées par des options au cours du quatrième trimestre de 2019, ce qui a contribué à la conversion en commandes fermes de 1 518 UÉ visées par des options au cours de la période de 12 mois close au quatrième trimestre de 2019.

	Nouvelles commandes reçues au cours du trimestre (fermes et optionnelles, en UÉ)	Nouvelles commandes reçues au cours des 12 derniers mois (fermes et optionnelles, en UÉ)	Conversion d'options au cours du trimestre (en UÉ)	Conversion d'options au cours des 12 derniers mois (en UÉ)
T4 2018	857	3 763	575	1 795
T1 2019	909	3 936	126	1 480
T2 2019	474	2 998	350	1 325
T3 2019	1 035	3 276	229	1 554
T4 2019	1 159	3 577	813	1 518

Options

Au quatrième trimestre de 2019, des options visant 159 UÉ ont expiré, comparativement à l'expiration d'options visant 71 UÉ au troisième trimestre de 2019.

Un nombre important de contrats liés au transport en commun aux États-Unis et au Canada ont une durée de cinq ans. De plus, certains contrats au Royaume-Uni et en Asie-Pacifique ont également des durées pluriannuelles. Le tableau ci-dessous présente le nombre d'UÉ visées par des options qui ont expiré ou qui ont été exercées annuellement au cours des cinq dernières années, ainsi que les options faisant partie du carnet de commandes actuel qui expireront au cours des années à venir si elles ne sont pas exercées.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
A) Options expirées (en UÉ)	965	504	550	331	741	512						3 603
B) Options exercées (en UÉ)	1 149	1 339	2 064	1 404	1 795	1 518						9 269
C) Options en cours, par année d'expiration (en UÉ)							1 629	1 526	2 059	639	665	6 518
D) Taux de conversion [% = B / (A+B)]	54 %	73 %	79 %	81 %	71 %	75 %						

Le taux de conversion de la Société peut varier considérablement d'un trimestre à l'autre et il devrait être examiné sur une base annuelle ou sur la base des 12 derniers mois.

En plus des contrats conclus avec des clients précis du secteur public, la Société a mis l'accent sur les marchés publics et les ententes d'achat en commun, dans le but d'avoir des calendriers disponibles à partir desquels les clients d'une région ou d'une liste définie visée peuvent acheter. La Société a présenté des offres pour plusieurs contrats d'État pour lesquels elle a été sélectionnée. Ces contrats, cependant, ne sont pas comptabilisés dans le carnet de commandes, car ils n'ont pas de quantités définies attribuées à la Société ou à tout autre fabricant d'équipement d'origine. Une fois que le client achète un autobus en vertu de l'un de ces contrats, l'achat est comptabilisé comme une commande ferme.

Le ratio commandes/livraisons de la Société pour la période de 12 mois close au quatrième trimestre de 2019 (défini comme la somme des nouvelles commandes fermes et des options exercées divisée par les nouvelles livraisons) s'est établi à 85 %, en baisse de 4 % par rapport à 88 % pour la période de 12 mois close au quatrième trimestre de 2018, principalement en raison du grand nombre de livraisons effectuées au quatrième trimestre de 2019.

Par ailleurs, à la fin du quatrième trimestre de 2019, des clients avaient confirmé de nouvelles commandes fermes et optionnelles visant 664 UÉ pour lesquelles le conseil ou la commission du client, selon le cas, avait approuvé l'attribution de la commande à la Société, mais dont la documentation d'achat n'avait pas encore été reçue par la Société et, par conséquent, ces commandes ne sont pas encore incluses dans le carnet de commandes.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes total de la Société se compose d'autobus vendus principalement à des clients du secteur public aux États-Unis et au Canada et à des exploitants privés au Royaume-Uni et en Europe. La majeure partie du carnet de commandes concerne les autobus urbains de New Flyer destinés aux clients du secteur public, et une petite partie est constituée d'unités de MCI, d'ADL et d'ARBOC. Les options visant les véhicules d'ARBOC sont détenues par des concessionnaires plutôt que par l'exploitant, et elles ne sont pas incluses dans le carnet de commandes de NFI à titre d'options, mais sont converties en commandes fermes lorsque les véhicules sont commandés par le concessionnaire.

Les autobus urbains et les autocars dotés de systèmes de propulsion propres, y compris les autobus à gaz naturel comprimé (« GNC »), les autobus hybrides diesel-électriques et les autobus à zéro émission, qui comprennent les trolleybus, les autobus électriques à pile à combustible et les autobus électriques à batterie, représentent environ 42,0 % du total du carnet de commandes. Les autobus à zéro émission représentent environ 4 % du total du carnet de commandes.

	T4 2019			T3 2019			T4 2018		
	Commandes fermes	Options	Total	Commandes fermes	Options	Total	Commandes fermes	Options	Total
Au début de la période	4 313	7 281	11 594	3 306	6 691	9 997	3 423	7 687	11 110
Carnet de commandes acquis (ADL) ¹	–	–	–	1 226	805	2 031	–	–	–
Nouvelles commandes	950	209	1 159	950	85	1 035	785	73	858
Options exercées	813	(813)	–	229	(229)	0	575	(575)	0
Livraisons ²	(1 844)	–	(1 844)	(1 392)	–	(1 392)	(1 126)	–	(1 126)
Annulations/expirations	(8)	(159)	(167)	(6)	(71)	(77)	(8)	(1)	(9)
À la fin de la période	4 224	6 518	10 742	4 313	7 281	11 594	3 649	7 184	10 833
Comprenant les éléments suivants :									
Autobus urbains de grande capacité	3 236	5 722	8 958	3 295	6 480	9 775	3 024	6 177	9 201
Autocars	615	796	1 411	664	801	1 465	468	1 007	1 475
Autobus intermédiaires et à châssis tronqué	373	–	373	354	–	354	157	–	157
Total du carnet de commandes	4 224	6 518	10 742	4 313	7 281	11 594	3 649	7 184	10 833

1. Le carnet de commandes acquis d'ADL reflète les données pour la période close le 30 juin 2019.

2. Les livraisons ne comprennent pas celles des autocars d'occasion, car ceux-ci ne sont pas inclus dans le carnet de commandes.

À la fin du quatrième trimestre de 2019, le total du carnet de commandes (commandes fermes et options) de la Société avait diminué pour s'établir à 10 742 UÉ (évaluées à 5,2 G\$), comparativement à 11 594 UÉ (évaluées à 5,5 G\$) à la fin du troisième trimestre de 2019. La diminution est attribuable aux livraisons record de 1 844 UÉ enregistrées au cours du trimestre. Le sommaire de la valeur du carnet de commandes est présenté ci-dessous.

	T4 2019		T3 2019		T4 2018	
	Unités équivalentes		Unités équivalentes		Unités équivalentes	
Total des commandes fermes	1 928,8	\$ 4 224	1 877,3	\$ 4 313	1 937,5	\$ 3 649
Total des options	3 245,1	6 518	3 598,6	7 281	3 414,1	7 184
Total du carnet de commandes	5 177,9	\$ 10 742	5 475,9	\$ 11 594	5 351,6	\$ 10 833